LA POLITIQUE DES DEUX AXES

VARIABLES SOCIOLOGIQUES, VALEURS ET VOTES EN FRANCE (1988-2007)

Vincent Tiberj

Introduction

La survie paradoxale des « variables lourdes » du vote

Un paradoxe demeure quand on analyse les logiques sociales du vote dans la France contemporaine. Le modèle des « variables lourdes »[1] sociologiques n'a plus aujourd'hui le potentiel explicatif des années 1970, mais ce déclin n'est pas aussi évident que d'aucuns le pensent. Certes, il est par exemple difficile de nier la baisse du vote ouvrier pour la gauche. Cependant, même si ce vote de classe n'est plus, la coalition sociale traditionnelle du vote de droite résiste. Ainsi, le 6 mai 2007, les cols bleus se sont répartis presque également entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, les employés tendant même à préférer le candidat de la droite[2]. Mais les indépendants et les agriculteurs, bastions sociaux de la droite depuis, au moins, le début de la Cinquième République, se caractérisent encore par leur très fort alignement sur ce camp. Il semblerait donc que certaines logiques professionnelles du vote s'estompent alors que d'autres demeurent. C'est d'autant plus remarquable que l'arrivée du Front national ne suffit pas seule à expliquer tant leurs évolutions que leurs permanences[3].

Pour l'autre grande « variable lourde » française, la religion[4], difficile de la considérer sur le déclin. Les catholiques, et particulièrement les catholiques pratiquants réguliers ou occasionnels, constituent encore des bastions pour la droite hier comme aujourd'hui, et ce, même s'ils ont perdu en poids électoral en raison de la chute de la pratique religieuse. Quant aux

1. Selon l'expression de Nonna Mayer et Daniel Boy, « Que reste-t-il des variables lourdes ? », dans Daniel Boy, Nonna Mayer (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 101-138.
2. Voir notamment Florent Gougou, « Les mutations du vote ouvrier sous la Cinquième République », *Nouvelles Fondations*, 5, 2007, p. 15-20.
3. Le vote ouvrier pour la gauche a souffert de la concurrence de l'extrême droite, mais cette concurrence se limite très souvent au premier tour. Difficile d'expliquer cette érosion par la montée du FN dès lors que le vote alternatif est la droite traditionnelle. D'ailleurs, on peut se souvenir du parcours de certains ouvriers en 1995 qui ont choisi Jean-Marie Le Pen au premier tour et Lionel Jopsin au second tour, donnant corps à la controverse entre les théories du « gaucho-lepénisme » et de l'« ouvriéro-lepénisme » (voir Pascal Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen : le poids du "gaucho-lepénisme" », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de crise : l'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 243-261 ; et Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999).
4. Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Éditions sociales, 1977.

athées, ils demeurent un noyau dur électoral de la gauche. Bref, comme le titre Claude Dargent : « La religion, encore et toujours »[1].

D'autres logiques sociales semblent également émerger. Ainsi, en 2007, on observe une plus forte polarisation électorale en termes de classes d'âge qu'en 1981, pourtant considérée comme l'élection exemplaire de la « génération Mitterrand »[2]. On verra, par la suite, que le diplôme devient aussi une variable à prendre en compte dans les logiques du vote. Enfin, il a été récemment démontré que l'effet patrimoine découvert dans les années 1970 continue à s'exprimer aujourd'hui dans les urnes[3].

Ces logiques sociales du vote qui évoluent, perdurent ou émergent sont d'autant plus paradoxales que tout un pan de la littérature considère que la France, comme les autres pays occidentaux, est passée d'une ère du « vote sur clivages » à celle du « vote sur enjeu »[4] où le vote exprimerait principalement les enjeux du moment et la perception de la personnalité des candidats en lice[5]. La persistance de ces variables sociologiques va donc à l'encontre de nombreux travaux qui pointent la montée en puissance de la conjoncture dans le choix électoral : une participation électorale de plus en plus variable entre scrutin de haute et basse intensité[6], le recul du moment du choix[7], ou encore le fait que les électeurs se situent désormais dans un « espace des possibles » électoraux, à plusieurs choix potentiels, quand ils étaient réputés fidèles à un seul parti auparavant[8]. Pourtant, malgré cette montée des facteurs de court terme dans la décision électorale, on retrouve encore des logiques, des alignements électoraux loin d'être déterminés de manière arbitraire, avec des caractéristiques sociales qui, depuis la controverse entre les écoles de Columbia et Michigan, sont pourtant censées être très éloignées du comportement électoral.

Ce paradoxe des logiques sociales du vote peut-il s'expliquer par la théorie d'une « nouvelle politique »[9] ? Selon Ronald Inglehart et ceux qui s'en inspirent, les sociétés occidentales se

---

1. Claude Dargent, « La religion, encore et toujours », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral : les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 161-182.
2. Vincent Tiberj, « L'impact politique du renouvellement générationnel : une comparaison franco-américaine », *Agora débats jeunesse*, 51, 2009, p. 125-141.
3. Viviane Le Hay, Mariette Sineau, « "Effet patrimoine" : 30 ans après, le retour ? », *Revue française de science politique*, 60 (5), octobre 2010, p. 869-900.
4. Mark Franklin, Tom Mackie, Henry Valen (eds), *Electoral Change. Response to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
5. Martin Wattenberg, *The Rise of Candidate-Centered Politics. Presidential Elections of the 1980s*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.
6. Voir notamment Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.
7. Bruno Cautrès, Anne Jadot, « L'(in)décision électorale et la temporalité du vote. Le moment du choix pour le premier tour de l'élection présidentielle 2007 », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2007, p. 293-314.
8. Vincent Tiberj, « Le système partisan comme espace des possibles : le tournant cognitiviste dans l'étude du lien partisan », dans Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 287-319.
9. Ronald Inglehart, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977 ; et *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990 ; Russel Dalton, Scott Flanagan, Paul Allen Beck, *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies. Realignment or Dealignment ?*, Princeton, Princeton University Press, 1984 ; Terry Nicols Clark, « Assessing the New Political Culture by Comparing Cities Around the World », dans Terry Nicols Clark, Vincent Hoffmann-Martinot (eds), *The New Political Culture*, Boulder, Westview, 1998, p. 93-194 ; ou encore Hanspeter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschier, Timotheos Frey, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Simon Bornschier, *Cleavage Politics*

caractérisent jusqu'aux années 1970 par la question des inégalités de richesses et de leur meilleure répartition, avec une droite favorable au laisser-faire, d'un côté, et, de l'autre, une gauche défendant la redistribution. Avec le développement de l'État providence, ces sociétés auraient atteint un optimum égalitaire propre à l'émergence d'une « nouvelle politique » fondée sur les enjeux « postmatérialistes », autour notamment de questions culturelles comme la liberté sexuelle ou l'autorité, le multiculturalisme et la diversité. Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth ne s'appuient pas dans leurs premiers travaux sur cette explication globale mais constatent un phénomène similaire dès l'enquête Cevipof de 1978 : les « classes moyennes » diplômées se démarquent par un plus grand « libéralisme culturel » sur les questions de mœurs qui les amène vers la gauche[1]. Par la suite, ces chercheurs montreront que ce deuxième libéralisme englobe différentes attitudes (xénophobie, autoritarisme, universalisme, etc.) et qu'il s'ancre sur des logiques largement différentes des valeurs et enjeux qui structuraient classiquement le clivage gauche/droite[2].

Pour les tenants de la nouvelle politique, on aurait changé d'ordre électoral[3], passant d'un système où le clivage socio-économique dominait et organisait la concurrence politique à un système où les oppositions culturelles seraient devenues le principal facteur structurant des systèmes partisans[4]. Ce passage d'une ancienne à une « nouvelle politique » induirait alors notamment la fin de cette relation privilégiée qui caractérisait la gauche et les classes populaires.

Pourtant, cette explication n'est pas entièrement satisfaisante. Elle a certes le mérite de remettre au centre de l'explication les valeurs des électeurs, mais elle ne suffit pas à expliquer pourquoi seulement certaines logiques sociales du vote sont touchées et pas d'autres. Pourquoi les indépendants et les agriculteurs continuent-ils, par exemple, de soutenir la droite ? Pourquoi les athées et les catholiques pratiquants persistent-ils encore largement dans leurs choix électoraux ?

Surtout, cette idée centrale d'un clivage idéologique chassant l'autre est difficile à soutenir. D'abord, les enjeux dits « matérialistes » continuent à se classer régulièrement dans les premières préoccupations des électeurs. Dans le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme depuis 1999, il est demandé aux personnes interrogées quelles sont leurs principales craintes pour la société française. Le chômage se classe régulièrement en première position, détrôné uniquement en 2002 par l'insécurité (considérée d'ailleurs par Ronald Inglehart comme un enjeu matérialiste). De même, régulièrement, la pauvreté et la crise économique se placent parmi les principales peurs des électeurs français. Les enjeux sur lesquels s'ancrent la « *old politics* » n'ont pas donc disparu, bien au contraire.

Par ailleurs, les partisants de la « nouvelle politique » postulent que celle-ci doit s'accompagner d'une refonte de l'offre politique. Dans un premier temps, leur prédiction portait sur

---

and the Popular Right. The New Cultural Conflict in Western Europe, Philadelphia, Temple University Press, 2010.

1. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Le virage à gauche des couches moyennes salariées », dans Georges Lavau, Gérard Grunberg, Nonna Mayer (dir.), *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1983, p. 351-371.
2. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Libéralisme culturel, libéralisme économique », dans Cevipof, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 45-70.
3. Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
4. Voir Sally Marthaler, « New Politics for Old ? Value Change and the Voter-Party Relationship in France », *French Politics*, 6, 2008, p. 187-213.

la montée en puissance des partis écologistes[1], tenants de la « nouvelle gauche ». Par la suite, ils ont considéré que la réémergence de partis d'extrême droite procédait de la même logique incarnant une contre-révolution silencieuse[2]. Comme l'affirment Peter Achterberg et Dick Houtman, nous pourrions donc être désormais dans une situation partisane quadripolaire faite de « deux gauches et deux droites »[3] où les nouvelles gauche et droite seraient en position de supplanter les vieilles gauche et droite incarnées respectivement par les partis sociaux-démocrates et les partis conservateurs.

Pourtant, en France, les choses ne sont pas aussi simples. D'abord, les chercheurs n'ont pas trouvé de quadripartition[4], mais plutôt une tripartition[5] (gauche, droite, extrême droite) et encore, celle-ci est parfois contestée[6]. Ensuite, le FN incarne bien la « nouvelle droite » à base culturelle. Ce parti a obtenu des succès certains, au premier rang desquels la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle de 2002. Mais sur les trois dernières décennies, force est de constater que les partis dominants restent ceux de la « vieille politique ». L'essentiel des seconds tours contemporains en France, que ce soient lors des cantonales, des municipales, des législatives ou des présidentielles, se joue encore entre les candidats socialistes et les candidats RPR puis UMP. L'arrivée de Marine Le Pen pourra peut-être changer cette hiérarchie, mais, pour l'heure, la « vieille politique » fait de la résistance.

Objectifs et hypothèses de recherche

L'objectif principal du présent article est de contribuer à fournir un cadre explicatif capable de rendre compte à la fois des permanences et des changements observés dans les logiques sociales du vote, face à cette offre politique qui reste relativement stable depuis le milieu des années 1980.

Nous partons des prolégomènes suivants.

Premièrement, il existe un lien entre les caractéristiques sociales des individus et leurs votes, dans la mesure où ce lien prend sens dans des valeurs, des opinions et des normes. Nous ne nous inscrivons pas dans le paradigme des intérêts au sens du choix rationnel (même si, derrière des valeurs, il peut y avoir des intérêts et vice versa).

---

1. Ronald Inglehart, « Value Change in Industrial Societies », *American Political Science Review*, 81 (4), 1987, p. 1289-1303.
2. Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995 ; Piero Ignazi, « The Silent Counter-Revolution : Hypotheses on the Emergence of Extreme Right-Wing Parties in Europe », *European Journal of Political Research*, 22 (1), 1992, p. 3-34.
3. Peter Achterberg, Dick Houtman, « Two Lefts and Two Rights. Class Voting and Cultural Voting in the Netherlands, 2002 », *Sociologie*, 1 (1), 2010, p. 61-76 ; Dick Houtman, Peter Achterberg, Anton Derks, *Farewell to the Leftist Working Class*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2008.
4. Gerard Grunberg, Étienne Schweisguth, « French Political Space : Two, Three or Four Blocs ? », *French Politics*, 1, 2003, p. 331-347. D'ailleurs, cette quadripartition n'aurait pas épousé les lignes de clivage proposées par la nouvelle politique.
5. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 341-362.
6. Sur ce débat, voir notamment : Robert Andersen, Jocelyn Evans, « Values, Cleavages and Party Choice in France, 1988-1995 », *French Politics*, 1, 2003, p. 83-114 ; Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Reply to Andersen and Evans, Values, Cleavages and Party Choice in France, 1988-1995 », *French Politics*, *ibid.*, p. 115-117 ; Robert Andersen, Jocelyn Evans, « Reply : Framing Change in Political Bloc Development : A Rejoinder to Grunberg and Schweisguth », *French Politics*, *ibid.*, p. 349-354.

Deuxièmement, les logiques du vote procèdent de la rencontre entre un électorat et un système partisan. La manière dont la concurrence politique s'organise (notamment les clivages et les alliances entre organisations), les enjeux sur lesquels les différents candidats s'affrontent et les événements qui peuvent advenir lors de la campagne pèsent sur les résultats électoraux[1]. L'offre et la demande ne sont donc pas congruentes, leur rencontre est le fruit de stratégies, d'adaptations et de choix tant du point de vue des électeurs que des candidats.

Troisièmement, même si les postulats de la nouvelle politique ne sont pas suffisants, ils fournissent un point de départ fécond notamment à travers la question des valeurs socio-économiques et des valeurs culturelles. D'une part, on s'appuiera sur les travaux français sur la question de ces deux axes de valeur et, d'autre part, on discutera et prolongera les travaux de P. Achterberg et D. Houtman[2].

Pour ces deux auteurs, le vote de classe a été « enterré vivant ». Ils considèrent ainsi que les racines en valeurs du vote de classe, c'est-à-dire les valeurs socio-économiques, ont perduré dans l'électorat populaire, mais, par un effet d'interaction mêlant l'offre politique et la révolution silencieuse, ces valeurs ont perdu en saillance au profit des valeurs culturelles (et, pour le cas des ouvriers, de valeurs majoritairement conservatrices). Le système partisan quadripolaire que ces auteurs postulent accompagne cette évolution de politisation des valeurs.

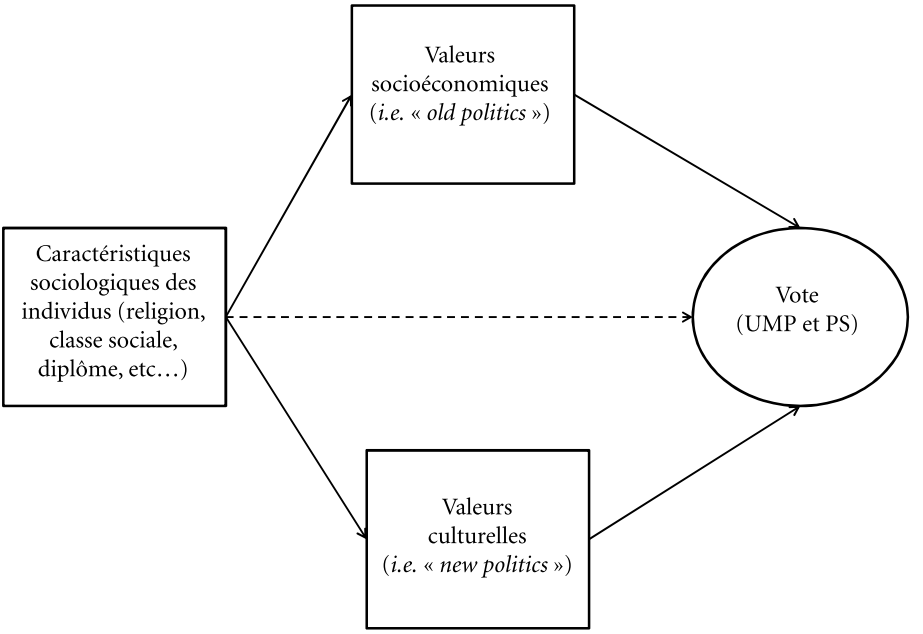
Nous nous proposons de prolonger cette analyse de trois manières principales. D'abord, dans l'espace, puisqu'il ne s'agit plus des Pays-Bas étudiés par P. Achterberg et D. Houtman mais de la France. Ensuite, dans l'étendue des logiques sociales, puisque nous ne nous bornerons pas à la classe mais prendrons aussi en compte la religion, le sexe, le diplôme et la cohorte de naissance, et nous montrerons pourquoi chacune d'elles pèse sur le choix électoral. Enfin, dans le temps, en étudiant non pas une seule élection, mais les quatre dernières élections présidentielles françaises, soit une période de presque vingt années. Pour ce faire, nous utiliserons les quatre enquêtes présidentielles menées par le Cevipof. Par cette prise en compte du temps, on souhaite prolonger et approfondir notamment les travaux fondateurs français sur la question des valeurs socio-économiques et des valeurs culturelles, notamment ceux de Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth.

Nous démontrerons comment les évolutions de l'électorat français peuvent être mieux saisies au prisme non simplement de la « nouvelle politique » mais d'une politique des deux axes s'organisant autour des valeurs socio-économiques et culturelles. Il s'agira ainsi de comprendre comment ces dimensions sont reliées aux positionnements sociaux des individus, mais également comment elles se traduisent en orientation électorale, notamment pour les deux grands partis français que sont le PS et le RPR ou aujourd'hui son héritier l'UMP. Pour ce faire, notre article s'inscrira dans le schéma suivant inspiré par le travail de P. Achterberg et D. Houtman.

---

1. En cela, on se réfère aux deux bouts de l'explication du vote à la manière de Pierre Martin (*Comprendre les évolutions électorales…*, *op. cit.*), entre l'importance des clivages (Pierre Martin, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », *Revue internationale de politique comparée*, 14 (2), 2007, p. 263-280 ; Stefano Bartolini, « La formations des clivages », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (1), 2005, p. 9-34) et l'importance des campagnes (Henry Brady, Richard Johnston (eds), *Capturing Campaign Effects*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2006 ; Richard Lau, David Redlawsk, *How Voters Decide. Information Processing During Electoral Campaigns*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006).
2. P. Achterberg, D. Houtman, « Two Lefts and Two Rights… », art. cité.

Figure 1. Caractéristiques sociales, valeurs et vote : une représentation schématique



Nous nous proposons donc de vérifier quatre hypothèses. Premièrement, nous postulons que les logiques sociales des valeurs socio-économiques et culturelles sont relativement constantes dans le temps. Essentiellement, les caractéristiques sociales des individus continuent de correspondre à plus ou moins de libéralisme culturel et plus ou moins de libéralisme économique. En conséquence, non seulement le clivage socio-économique a, selon nous, survécu à la « révolution silencieuse » mais il continuera de peser en politique dans l'avenir.

Deuxièmement et conséquemment, les permanences et les changements relevés dans les logiques sociales du vote s'expliquent essentiellement par une politisation des valeurs par les principaux partis qui évoluent dans le temps. On passerait d'une logique de compétition politique fondée sur un seul axe de valeur (l'axe socio-économique) à une compétition fondée désormais sur deux axes.

Troisièmement, cette politisation des deux axes de valeur n'est pas le propre des nouvelles droite et gauche mais a aussi été intégrée dans la compétition entre le PS et le RPR, puis l'UMP. C'est ici que nous nous démarquons le plus des conclusions de P. Achterberg et D. Houtman mais également des travaux de certains de nos collègues français[1]. Nous postulons que les deux grands partis ont désormais intégré cette logique des deux axes en se situant sur deux pôles antinomiques : l'un social et libéral culturellement, et l'autre libéral économiquement et conservateur culturellement. On pourra alors expliquer le maintien et

1. Par exemple, Jean Chiche *et al.* considèrent que l'axe culturel ne distingue qu'entre le Front national et le reste des partis français ; dès lors que le FN est retranché du choix électoral, on revient alors à une structure de choix plus traditionnelle : Jean Chiche, Brigitte Le Roux, Pascal Perrineau, Henry Rouanet, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 », *Revue française de science politique*, 50 (3), juin 2000, p. 463-487.

la survivance d'un « bipartisme à la française »[1] plutôt qu'un quadripartisme à la hollandaise, et ce, malgré la présence – notamment lors des premiers tours – de l'extrême droite et de la tripartition politique qu'elle induit. On ne s'intéressera qu'incidemment aux logiques de vote pour le FN ou les Verts, les équivalents fonctionnels des nouvelles gauche et droite, en particulier parce que la littérature a bien montré combien les valeurs culturelles les nourrissent[2]. En revanche, l'impact de ces valeurs sur les partis traditionnels est beaucoup moins documenté, ou alors considéré, à tort, comme marginal.

Quatrièmement, cette politisation des valeurs par les organisations partisanes n'a pas le même impact selon les différents groupes sociaux. Certains, notamment les ouvriers ou les cadres et professions intellectuelles supérieures, se retrouvent dans une situation de « *clash* de valeurs », selon l'expression de Paul Sniderman[3], et sont donc obligés d'arbitrer entre leurs préférences quand il s'agit de voter, alors que d'autres ne sont pas affectés par la politique des deux axes, tels les catholiques pratiquants, les athées ou les indépendants. Plus encore, cette politisation fait émerger d'autres logiques sociales du vote, notamment en termes de cohortes de naissance et de diplôme.

La démonstration se fera en quatre parties : 1°/ On proposera un panorama des logiques sociales du vote et de ses évolutions dans le temps ; 2°/ On définira la manière dont on a mesuré les valeurs socio-économiques et culturelles à partir de quatre enquêtes relativement hétérogènes ; 3°/ On montrera la permanence des relations entre caractéristiques sociales des individus et valeurs sur les vingt dernières années ; 4°/ On analysera la manière dont valeurs et votes ont évolué dans le temps et on montrera comment la concurrence entre PS et RPR puis UMP s'inscrit bien dans cette politisation des deux axes de valeur.

L'évolution des logiques sociales du vote dans le temps : une première synthèse

Comment les votes pour la gauche et la droite ont-ils évolué en termes de logiques sociales ? Nous avons d'abord mené l'analyse sur les seconds tours des élections présidentielles de 1988, 1995 et 2007, trois duels gauche/droite traditionnels. 2002 constitue un cas à part, soit un duel droite/extrême droite, qui s'est d'ailleurs plutôt transformé en « référendum pour ou contre Jean-Marie Le Pen », selon l'expression de l'époque. Cependant, on dispose d'indications de ce qu'auraient pu être ces logiques sociales du vote en 2002, en utilisant les intentions de vote exprimées en cas de duel Chirac/Jospin lors de l'enquête préélectorale de 2002. On y référera ici à titre illustratif[4].

Dans les variables sociales d'intérêt, il était difficile de ne pas inclure la classe sociale (mesurée par la profession ou l'ancienne profession de la personne interrogée) et la variable religieuse telle qu'elle est utilisée dans la littérature : les catholiques distingués selon leur pratique

1. Gérard Grunberg, Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
2. Le lecteur intéressé pourra cependant se reporter à l'annexe 3 qui rend compte de ces différentes logiques.
3. Paul Sniderman, *The Clash of Rights. Liberty, Equality and Legitimacy in Pluralist Democracy*, Yale, Yale University Press, 1996.
4. Toutes les enquêtes qui ont été utilisées dans cet article sont désormais disponibles sur le site du Centre de données sociopolitiques de Sciences Po (le CDSP), le lecteur pourra donc y trouver le détail des questionnaires, ainsi que les fréquences des questions utilisées : <http://cdsp.sciences-po.fr/enquetes.php?&idRubrique=enquetesFR&lang=FR>.

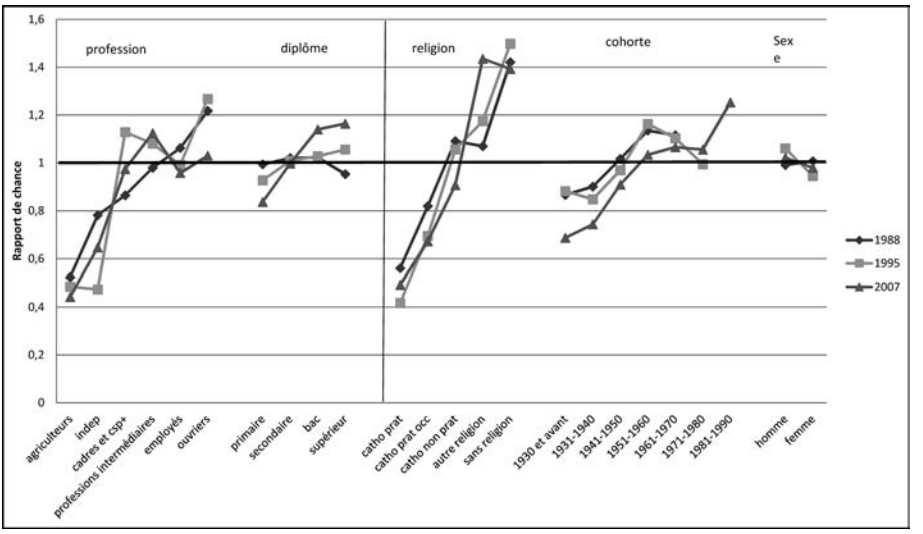
messalisante, les autres religions et les sans-religion. On dispose donc ici des deux « variables lourdes » traditionnelles. Notre choix s'est également porté sur le niveau d'éducation et les cohortes de naissance. Il se justifie en particulier parce que ces variables constituent les deux piliers sur lesquels la révolution silencieuse s'ancrerait[1]. Le choix de la cohorte de naissance se justifie également parce qu'elle permet de prendre en compte les effets du temps dans l'analyse et notamment la part du renouvellement générationnel sur la période 1988-2007. N'oublions pas que 33 % des votants de 2007 n'étaient pas en âge de se prononcer en 1988[2]. Enfin, nous avons choisi de prendre en compte le genre, particulièrement parce que cette variable est trop souvent délaissée dans les travaux sur le vote.

Trois raisons ont conduit à considérer le vote au second tour lors de trois des quatre dernières élections présidentielles. D'abord, ces seconds tours placent les électeurs face à un choix simple entre un candidat de gauche et un candidat de droite. Ensuite, leur caractère décisif simplifie les logiques du vote : point de vote stratégique, qu'il soit inversé ou non[3], point de vote d'influence non plus[4]. Enfin, justement parce que ce choix est binaire, il est le plus contraint possible : il oblige les électeurs à faire le tri entre les raisons antagonistes qui pourraient les amener à pencher pour la droite ou pour la gauche. Ici donc, pour peu que les électeurs soient dans la situation d'une certaine ambivalence[5] avec des préoccupations et des valeurs qui les amènent plutôt vers la droite (par exemple, les préférences sécuritaires) et d'autres qui les poussent vers la gauche (par exemple, des préférences égalitaires), de par la structure du choix, ils doivent hiérarchiser entre leurs valeurs, donc en taire certaines et en exprimer d'autres.

Nous avons retravaillé les données disponibles pour en faciliter la lecture. Toute comparaison dans le temps implique des variations de niveau : entre la victoire de Nicolas Sarkozy et celle de François Mitterrand, le pourcentage de la gauche varie considérablement (*a fortiori* quand vient se surajouter « le ralliement au vainqueur »[6]). Autrement dit, deux informations coexistent dans les données brutes : le niveau du vote de gauche et la polarisation des différents groupes autour de ce vote. Pour simplifier la lecture, nous avons décidé de nous focaliser sur la polarisation sociale du vote de gauche en calculant des rapports de chance de voter à gauche. Dès lors, une valeur de 1 signifie que le groupe social en question a voté comme l'ensemble de la population pour la gauche, une valeur inférieure à 1 qu'il a moins voté pour la gauche que l'ensemble de la population et une valeur supérieure à 1 qu'il a plus voté pour la gauche.

1. Voir notamment R. Inglehart, *The Silent Revolution…, op. cit.*, ou Russel Dalton, *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Londres, Chatham House, 1988.
2. Ce choix s'explique aussi par l'incidence de la cohorte de naissance sur la dimension culturelle. Contrairement à ce qui est souvent admis, le conservatisme culturel n'est pas une affaire d'âge au sens de cycle de vie mais bien de moment où l'individu est né et a été socialisé (voir notamment V. Tiberj, « L'impact politique du renouvellement générationnel… », art. cité).
3. André Blais, Richard Nadeau, « Measuring Strategic Voting : A Two-Step Procedure », *Electoral Studies*, 15 (1), 1996, p. 39-52.
4. Vincent Tiberj, « Les votes trotskystes : votes extrêmes ou vote de gauche ? Une explication par les systèmes de valeurs et leur recomposition », dans Dominique Reynié (dir.), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante*, Paris, PUF, 2007, p. 129-154.
5. John Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
6. François Mitterrand l'a largement emporté face à Jacques Chirac avec 54 % des suffrages exprimés. Les répondants de l'enquête Cevipof de 1988 sont un peu plus de 60 % à dire l'avoir choisi.

Figure 2. Les clivages sociaux : rapports de chance de voter à gauche



On constate bien certains changements, mais aussi des constantes dans les logiques sociales du vote. Ainsi, en matière de stabilité, le « *gender gap* » n'est pas en voie de constitution en France à la différence des États-Unis, au niveau global de l'électorat en tout cas. Les différences entre hommes et femmes s'avèrent non significatives quelle que soit l'élection considérée. Le clivage religieux perdure en revanche et s'exprime globalement de la même manière entre 1988 et 2007. On constate ainsi la persistance d'un alignement fort à droite pour les catholiques pratiquants, réguliers ou occasionnels, et la persistance d'un vote accentué à gauche chez les athées. Ainsi, les premiers ont environ deux fois moins de chance de voter pour la gauche que l'ensemble de l'échantillon (rapports de chance évoluant entre 0,42 en 1995 et 0.56 en 1988). À l'opposé, les sans-religion restent des soutiens fidèles pour les candidats de gauche : ils ont entre 1,4 et 1,5 fois plus de chance de voter pour eux[1].

Au-delà des permanences, plusieurs changements apparaissent toutefois. Il en va ainsi du vote de classe[2], notamment dans sa traduction classique du vote pour la gauche des cols bleus. Globalement, les différences sociopolitiques associées à cette variable décroissent dans le temps. Mais cette décrue globale masque différents phénomènes de recompositions politiques. La droite reste l'alignement très majoritaire des indépendants et des agriculteurs (avec, pour les premiers, entre 1,25 fois – en 1988 – et 2 fois – en 1995 – plus de chance de voter à droite que l'ensemble de la population, et pour les seconds, environ 2 fois plus de chance

1. On peut remarquer une évolution particulière concernant le groupe des « autres religions » : son mouvement vers un alignement à gauche est dû à un changement dans sa composition interne, avec notamment l'augmentation des musulmans en France. De 0,5 % dans l'enquête de 1988, ceux-ci comptent pour désormais 3,5 % des répondants de 2007 et se distinguent des autres confessions minoritaires par leur vote contre Nicolas Sarkozy. Ici se donne plus à voir l'irruption d'un vote selon un clivage ethnique que religieux (voir Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, « L'incorporation politique "à la française" : modèles explicatifs des alignements politiques des Français d'origine maghrébine, africaine et turque », *Migrations-société*, 19 (111), septembre 2007, p. 127-148).
2. Nous avons fait le choix de conserver la classe dans sa « routine de stratification », l'idée étant ici de mesurer comment les groupes changent dans le temps. On aurait pu rechercher une autre manière de classifier mais ce choix se justifiera de lui-même dans la suite de l'article.

de voter à droite), marquant ainsi la persistance de l'ancrage social de la droite. En revanche, la relation entre la gauche de gouvernement et les catégories populaires s'est bien érodée. Pour les employés, on ne constatait déjà plus en 1988 de survote à gauche en comparaison avec l'ensemble de la population. Mais 1995 semble être à ce jour la dernière élection présidentielle pour laquelle les ouvriers ont exprimé un survote à gauche[1] (1,2 en 1988 et 1995, 1,03 en 2007). Quand on sait ce que pèsent encore ces deux groupes sociaux dans l'électorat – 48 % des répondants en 2007 – on mesure combien une telle érosion compte numériquement dans le destin électoral du pays. La transformation de l'assise sociale de la gauche dans le temps paraît d'autant plus marquante avec l'analyse du comportement des catégories moyennes et supérieures. Ainsi en 2007, les cols bleus votent pour la gauche dans une proportion similaire à celle des cadres et professions intellectuelles supérieures, et dans une proportion inférieure à celle des professions intermédiaires.

Si Lionel Jospin s'était qualifié le 21 avril 2002, les logiques du vote en termes de religion et de profession n'auraient guère évolué par rapport à 1995 dans les bastions de la droite. Les agriculteurs et les indépendants ainsi que les catholiques pratiquants réguliers et occasionnels auraient rejeté la gauche avec des amplitudes similaires à l'élection précédente (avec des *odds ratio* respectifs de 0,5, 0,6, 0,5 et 0,7). En revanche, l'érosion du vote de gauche chez les ouvriers et les employés se serait confirmé (avec notamment pour les premiers un *odds* de 1,1 au lieu de 1,2 sept ans auparavant).

On constate une montée en force de deux autres variables sociodémographiques particulièrement marquée lors de l'élection de 2007 : le niveau d'éducation et la cohorte de naissance. Pour la première, il est difficile de la considérer comme une variable structurante du vote en 1988 et 1995. À l'instar du genre, elle n'entraînait pas à l'époque de variations significatives. Un second tour Chirac/Jospin en 2002 n'aurait pas changé la donne par rapport à 1995[2]. Ce n'est en revanche plus le cas en 2007 : les diplômés de l'enseignement primaire et les « sans-diplôme » se caractérisent par un survote à droite, tandis que les bacheliers et les diplômés de l'enseignement supérieur s'alignent majoritairement sur la gauche.

Quant à la cohorte de naissance, son usage est toujours complexe en ce qu'elle renvoie aussi possiblement à des effets de cycle de vie ou de période. Pourtant, en laissant de côté les nouveaux entrants de 1995 et 2007, l'écart entre les cohortes en âge de voter en 1988 s'accroît bien avec le temps, il ne s'agit donc pas d'un effet de vieillissement. Prenons ici comme point de référence les individus nés avant 1930. Par rapport à eux, les électeurs nés dans les années 1960 avaient 1,2 fois plus de chance de voter Mitterrand en 1988. En 2007, ils ont désormais 1,5 fois plus de chance de voter Ségolène Royal. L'accroissement du clivage générationnel suit la même tendance si on compare cette fois la cohorte née dans les années 1930 avec celle née dans les années 1960. Dernier élément, les primo-votants de 2007 cette fois se démarquent très fortement de toutes les autres cohortes par leur alignement à gauche[3].

On constate donc plusieurs phénomènes simultanés de désalignement, de continuation et de recomposition sociologique. Cela présume bien d'un changement d'ordre électoral au

1. Cette érosion est d'autant plus frappante qu'ici, l'extrême droite est absente de l'équation. Si on avait pris comme point de référence les premiers tours, la présence de Jean-Marie Le Pen constituait le premier facteur explicatif de ce déclin, mais difficile de le mobiliser ici. D'ailleurs, dans cette série d'élections, le vote ouvrier pour la gauche est le plus faible quand le FN a fait son plus mauvais score, c'est-à-dire en 2007.
2. Les *odds ratio* auraient été exactement les mêmes qu'en 1995 à plus ou moins deux centièmes près.
3. L'analyse des intentions de vote en 2002 laisse à penser que les alignements par cohorte auraient été similaires à ceux de 1995.

sens de Pierre Martin. Pour l'heure, nous avons toutefois raisonné comme si l'électorat était resté stable dans le temps. Or, ce mode de raisonnement est trompeur. L'électorat évolue et c'est une dimension primordiale de la conjugaison des temps politiques.

Ainsi, l'érosion de l'assise ouvrière de la gauche lui coûte électoralement dans la mesure où ce groupe compte pour un cinquième de l'électorat qui se déplace aux urnes. Pourtant, dans le même temps, la droite perd aussi des voix, notamment parce que certains des groupes qui la soutiennent décroissent numériquement dans le temps. Il en va ainsi en particulier des catholiques pratiquants réguliers ou occasionnels et des agriculteurs, dont on a vu la persistance des alignements en sa faveur. Les catholiques pratiquants réguliers comptaient pour 14,5 % des électeurs en 1988. Même si leur fidélité reste constante, ils ne pèsent plus que 7 % dans les urnes en 2007. Parallèlement, les athées sont quatre fois plus nombreux aujourd'hui que ce noyau dur catholique (30 % contre 7 %). De la même façon, les peu diplômés se sont alignés sur Nicolas Sarkozy en 2007 mais ils ne sont plus que 29 % de l'électorat. Si ce groupe s'était aligné dès 1988 sur la droite, son impact en aurait été considérablement accru puisqu'il comptait alors pour 39 % de l'électorat. Les « sans-diplôme » dépassaient de plus de 14 points de pourcentage les bacheliers ou plus au moment de la réélection de François Mitterrand ; désormais, ils pèsent 5 points de moins. Enfin, on analyse trop souvent le vieillissement de la population française comme une donnée démographique favorable à la droite. Pourtant, 33 % des électeurs de 2007 n'étaient pas encore en âge de se prononcer en 1988 et ce tiers des suffrages penche pour la gauche. De même, les cohortes de naissance les plus favorables à la droite (les électeurs nés avant 1930 et ceux nés dans les années 1931-1940) pesaient respectivement 27,5 % et 13,5 % de l'électorat en 1988. En 2007, ils ne comptent plus que pour 6,5 % et 11 % des voix.

Les recompositions démographiques intervenues depuis 1988 présentent donc des effets contrastés à la fois favorables et défavorables aux deux camps politiques. Certaines semblent favoriser la droite (la percée dans le monde ouvrier), d'autres la gauche (renouvellement générationnel, sécularisation, élévation du niveau de diplôme). Par ailleurs, se perpétuent des structures anciennes – le clivage religieux, par exemple, ou l'alignement de certains groupes sociaux – et se surajoutent de nouvelles logiques du vote.

Il s'agit maintenant de montrer dans quelle mesure ces mouvements et ces permanences peuvent s'expliquer par la politique des deux axes. Pour ce faire, il convient d'abord de mettre en relation caractéristiques sociales des individus et valeurs, puis d'analyser la relation entre valeurs et orientation électorale. Cependant, avant même d'aller plus loin, il est nécessaire de résoudre un problème empirique particulièrement délicat : comment mesurer les valeurs socio-économiques et culturelles des individus et surtout comment faire en sorte que cette mesure soit stable et comparable dans le temps ?

Les mesures de valeurs socio-économiques et culturelles

Notre objectif est donc de mieux comprendre les évolutions dans le temps du rapport entre les caractéristiques sociologiques, les valeurs socio-économiques et culturelles et le vote aux quatre dernières élections présidentielles. Ici, on se trouve face à un défi empirique et méthodologique particulièrement complexe : disposer de mesures les plus fines et robustes possibles des deux dimensions axiologiques, et surtout des mesures qui soient comparables dans le temps.

Dans la littérature française sur la question, deux cas de figure se présentent généralement. Soit les auteurs utilisent des procédures statistiques multivariées avancées – analyse de composante principale, analyse factorielle et analyse de correspondances multiples – mais elles portent généralement sur une seule enquête et donc un seul scrutin ; soit ils mettent l'accent sur la comparabilité dans le temps, ils peuvent alors se retrouver avec des mesures des axes de valeur très fragiles. Le travail de Jean Chiche *et al.* est représentatif du premier cas : en prenant en compte 20 variables actives regroupées en rubriques (l'ethnocentrisme, l'autoritarisme, l'économie, la « supranationalité », etc.), leur analyse de correspondances multiples spécifiques permet une appréhension fine de l'axe culturel (baptisé « ouvert/fermé ») et de l'axe socio-économique. Mais elle ne porte que sur l'enquête postlégislative de 1997, ce qui ne permet pas de conclure à la nouveauté de la primauté de l'axe « ouvert/fermé » sur les dimensions plus classiques du vote de gauche et de droite, contrairement à ce que laissent penser les auteurs[1]. Ils n'ont pas fait de comparaison dans le temps, puisqu'elle ne pourrait se faire qu'avec le même ensemble de 20 questions, ce qui ne s'est produit ni avant ni après. C'est d'autant plus dommage qu'à partir de l'enquête de 1988, J. Chiche a élaboré une analyse factorielle dont le premier axe ressemble bien à un « axe culturel », ce facteur devançant l'axe des valeurs socio-économiques[2].

Les travaux existants qui ont privilégié la comparaison diachronique ont eu alors tendance à s'appuyer sur des questions moins nombreuses et donc sur des résultats plus fragiles. Il en va ainsi de l'analyse des votes trostkystes que nous avons menée[3] qui s'appuyait sur les (trop) rares séries de questions de valeurs présentes dans les enquêtes électorales de 1988, 1995 et 2002 : l'opinion à l'égard du profit, à l'égard des privatisations, l'opinion sur la peine de mort, le nombre d'immigrés ou la discipline à l'école. Ce faible nombre de questions est problématique. Résumer le clivage socio-économique à deux questions – surtout à ces deux questions – est évidemment susceptible d'en donner une appréhension fausse ou tout au moins fortement biaisée. Étienne Schweisguth en 2007 s'est trouvé confronté au même problème de rupture de séries[4]. Il l'a résolu en incluant plus de questions d'enquête, dès lors qu'elles étaient répétées au moins une fois, mais en restant au niveau descriptif. Il a ainsi travaillé sur les évolutions dans le temps de l'électorat français, tant globalement que selon les types de vote. Le principal résultat est, selon lui, la montée en puissance du facteur culturel dans le vote, notamment au deuxième tour, même si ce résultat n'a pu être pleinement vérifié à partir des méthodes multivariées.

L'état des lieux empirique ainsi posé, il s'agit ici de trouver un compromis qui permette de satisfaire essentiellement deux objectifs : la comparabilité dans le temps et la robustesse des mesures empiriques des dimensions socio-économique et culturelle. Pour ce faire, deux postulats (l'un empirique, l'autre statistique) ont guidé notre démarche méthodologique.

---

1. Voir J. Chiche *et al.*, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 », art. cité, p. 470, notamment la phrase : « L'ordre des axes est intéressant. En 1997, la dimension qui structure le plus les oppositions internes de l'électorat français tourne autour des valeurs ayant trait à la perception de "l'autre" (l'immigré, l'étranger, l'Europe, le monde). Ce n'est qu'ensuite qu'apparaissent les dimensions plus classiques du "social" et de "l'économie" qui, depuis des décennies, façonnaient l'espace politique français en sous-tendant les oppositions gauche-droite ».
2. Jean Chiche, « L'univers idéologique et politique des Français : une exploration par l'analyse factorielle », dans Cevipof, *L'électeur français en question, op. cit.*, p. 219-228.
3. V. Tiberj, « Les votes trotskystes… », cité. On en trouve également une version *preprint* sur ‹http://cee.sciences-po.fr/images/stories/e-prints_Tiberj_04-2010_2.pdf›).
4. Étienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3), juin 2007, p. 393-410.

Premier postulat : il existe une dimension de valeur socio-économique et une dimension culturelle et ce, au moins depuis 1988 dans la société française. On n'a donc pas à prouver leur existence. Pour cela, on s'appuie sur les travaux antérieurs. Les dénominations de cette dimension culturelle ont évolué, selon les moments et les auteurs, mais elles recouvrent bien le même phénomène. Ainsi G. Grunberg et É. Schweisguth parlent-ils de libéralisme économique et de libéralisme culturel[1] à propos de l'enquête de 1988, ce dernier étant mesuré à partir de questions de mœurs (homosexualité, rôle de la femme), de questions relatives à l'autoritarisme (peine de mort, hiérarchie sociale, sens de la discipline à l'école) et de questions afférentes au racisme (immigrés, construction des mosquées, antisémitisme)[2]. Les mêmes auteurs, à l'occasion de l'enquête de 1995, complexifient leur appréhension du libéralisme culturel avec la mise en place de dimensions telles que universalistes/anti-universalistes, libéraux sexuels/non-libéraux sexuels, mais admettent également leur forte relation[3]. Enfin, on peut reprendre le clivage « ouvert/fermé » proposé par J. Chiche *et al.* à propos de l'enquête de 1997. On peut donc supposer que, dans chacune de ces enquêtes électorales, ces deux dimensions de valeur sont présentes, en tant que variables latentes (c'est-à-dire non directement mesurées) qu'on peut reconstituer à partir des questions posées lors de ces enquêtes.

Deuxième postulat : la théorie de la mesure en sciences sociales nous apprend que la qualité de celle-ci est directement tributaire du nombre de questions mobilisées pour la construire. Une question peut induire une part d'erreur spécifique, mais dès lors qu'on multiplie les indicateurs, cette part d'erreur diminue et nous permet d'affiner notre approximation de la mesure d'intérêt. Se fonder sur les seules séries présentes dans les quatre enquêtes présidentielles constitue une démarche fragile. Il convient donc de disposer du plus grand nombre possible d'« épreuves », ou de questions d'enquête, pour mesurer ces dimensions. Le problème dans ce cas est de disposer de séries de questions les plus comparables possibles. On a résolu le problème en opérant une sélection dans les questions des enquêtes menées par le Cevipof entre 1988 et 2007 (soit environ 14 enquêtes) en ne gardant que celles qui ont été répétées à au moins deux reprises. Ce critère a été décidé pour deux raisons essentiellement : d'une part, c'est la règle arrêtée par James Stimson[4] pour inclure une question d'enquête dans le calcul de son *mood* ; d'autre part, compte tenu des changements d'équipe et de questionnaires qui ont marqué l'histoire des enquêtes du Cevipof, une question maintenue à plusieurs reprises dénote un bon niveau de consensus quant à sa qualité et son intérêt pour la recherche scientifique.

Nous avons donc adopté une stratégie de recherche fondée sur l'idée de variable latente. À chaque élection, on suppose que les électeurs se distinguent les uns des autres par leurs positions sur deux dimensions : celle des préférences socio-économiques et celle des préférences culturelles. Leurs positions sur ces dimensions peuvent être approchées par les différentes questions présentes dans l'enquête qui s'y rapportent. Ainsi, par exemple en 1988, on dispose de plusieurs indicateurs en plus des questions relatives au profit ou aux privatisations pour la dimension socio-économique : l'opinion sur les nationalisations, sur la suppression

1. G. Grunberg, É. Schweisguth, « Libéralisme culturel, libéralisme économique », cité, p. 45-70.
2. À partir de la même enquête, Jean Chiche obtient des résultats similaires (J. Chiche, « L'univers idéologique et politique des Français… », cité).
3. Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, « Les recompositions idéologiques », dans D. Boy, N. Mayer (dir.), *L'électeur a ses raisons*, *op. cit.*, p. 139-178.
4. James Stimson, « Public Policy Mood : A Personal Narrative », *The Political Methodologist*, 12 (1), printemps 2004, p. 9-13.

du droit de grève ou des syndicats, la confiance qu'on accorde à ses derniers, ainsi qu'une question sur le degré de contrôle que devrait exercer l'État sur les entreprises. La liste des questions mobilisées pour chacune des dimensions et chaque élection figure en annexe de cet article.

Il s'agissait d'être particulièrement exigeant sur la traduction empirique de ces dimensions puisqu'elles ne sont pas constituées des mêmes indicateurs. Pour cela, on a procédé de la manière suivante : d'abord, on a mobilisé des techniques statistiques qui autorisent les variables à être plus ou moins corrélées avec nos dimensions latentes[1] plutôt que de recourir à des échelles d'attitude classiques[2] ; l'estimation des dimensions s'est faite séparément : on a utilisé des analyses en composante principale distinctes pour estimer la dimension socio-économique et la dimension culturelle pour chacune des élections présidentielles. Ensuite, on a utilisé différentes techniques d'estimation des facteurs pour en tester la robustesse : analyse factorielle, analyse des correspondances dédoublées[3]. En conséquence, les variables mobilisées dans l'analyse sont considérées comme continues (comme dans la constitution d'une échelle d'attitude ou une analyse de corrélation). En cela, on reproduit une démarche traditionnelle dans la science politique internationale[4]. Toutefois, on aurait pu considérer d'autres méthodes, telle celle de l'analyse des correspondances multiples qui traitent chacune des variables comme des variables nominales. Enfin, on a contrôlé que les dimensions obtenues voulaient bien « dire la même chose » en testant les corrélations entre les séries de questions présentes lors des quatre enquêtes présidentielles et les facteurs obtenus. L'ensemble de ces opérations et leurs résultats figurent en annexe 1.

Au final, nous avons obtenu huit facteurs, quatre afférents à la dimension culturelle et quatre à la dimension socio-économique, deux pour chacune des quatre dernières élections présidentielles. Compte tenu des tests que nous avons menés, nous pouvons être confiants quant à leur robustesse et leur comparabilité. Il est alors possible de classer les électeurs d'une enquête donnée selon leurs positions respectives sur les deux dimensions, en fonction d'un point moyen constitué à l'échelle de l'échantillon.

La comparaison temporelle entre les facteurs pouvait cependant rester inutilement complexe puisque deux informations subsistaient : la moyenne sur un facteur donné et la dispersion autour de cette moyenne. Ici, ce n'est pas tant l'évolution moyenne dans le

1. On se doute bien que certaines questions vont être plus ou moins connectées à la dimension latente qu'on évalue. Défendre le droit de grève n'est sans doute pas suffisant pour être caractérisé comme de « gauche » (d'ailleurs, 84 % des personnes interrogées considéraient que ce serait très ou assez grave de le supprimer en 1988). En revanche, demander plus de contrôle de l'État sur les entreprises se rapproche plus de l'idéologie défendue par la gauche (et dans ce cas, ils ne sont plus que 54 % à penser ainsi).
2. Dans les échelles d'attitude classiques, il s'agit essentiellement d'additionner des scores individuels sur plusieurs questions. Dès lors que deux questions comptent le même nombre de modalités (4, par exemple, pour une question qui propose la structure de réponse suivante : « tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord »), elles contribuent à part égale à la constitution du score de l'individu. Par exemple, défendre le droit de grève pèserait autant que l'opinion quant aux nationalisations.
3. Flora Chanvril, « L'analyse des correspondances dédoublée pour pallier à un effet Guttman en analyse géométrique des données : une application à l'European Social Survey », documents de travail de l'ESS France, 2008, disponible à l'adresse suivante : <http://ess.sciencespo.com/L-analyse-des-correspondances.html>.
4. C'est par exemple le cas de l'ouvrage déjà mentionné *West European Politics in the Age of Globalization* (voir notamment l'annexe méthodologique, p. 353-359). On retrouve également ce type d'approche chez Peter Achterberg et Dick Houtman (« Why Do so Many People Vote "Unnaturally" ? A Cultural Explanation for Voting Behavior », *European Journal of Political Research*, 45 (1), 2006, p. 75-92). On peut aussi citer Andrija Henjak, « Political Cleavages and Socio-Economic Context : How Welfare Regimes and Historical Divisions Shape Political Cleavages », *West European Politics*, 33 (3), mai 2010, p. 474-504.

temps qui nous importe (savoir si les Français sont plus ou moins libéraux, par exemple) mais plutôt de comprendre si les polarisations sociologiques sur ces deux dimensions obéissent ou non aux mêmes logiques dans le temps. Ainsi, globalement, l'électorat français s'est considérablement ouvert sur la dimension culturelle en une vingtaine d'années, et cela a été amplement démontré[1]. Mais cette évolution n'obère pas la persistance d'oppositions sur cette dimension culturelle, voire même leur aggravation, et cette accentuation, dès lors qu'elle est politisée, peut induire des votes différents[2]. En résumé, la moyenne ne nous intéresse pas, la dispersion autour de cette moyenne oui. Par souci de comparabilité temporelle, chacun des facteurs ainsi construits a été normalisé (en unité standard) avec une moyenne de 0. Cette standardisation pourra ainsi permettre de comparer entre deux élections présidentielles l'impact d'une variable indépendante sur un facteur mesurant la même dimension de valeur.

Caractéristiques sociologiques et dimensions de valeur : une donne inchangée

La principale question qu'on se pose dans cette partie est la suivante : les groupes sociaux – qu'on les définisse selon leur profession, leur cohorte de naissance, leur niveau de diplôme, leur sexe ou leur rapport à la religion – ont-ils évolué dans le temps en termes de préférences axiologiques ? Selon que la réponse est positive ou négative, on pourra tirer différentes conclusions quant aux évolutions constatées sur les logiques sociales du vote. Ainsi, par exemple, si les ouvriers s'avéraient moins socio-économiquement de gauche en 2007 qu'ils ne l'étaient en 1988, alors l'explication de leur progressive droitisation électorale s'éclaire : elle prendrait sa source dans ce changement de valeurs. Par conséquent, la logique de choix entre la gauche et la droite resterait la logique de la vieille politique. Si, en revanche, les ouvriers restaient autant socio-économiquement de gauche en début et en fin de période, alors il faudrait chercher ailleurs l'explication : vraisemblablement dans une politique des deux axes. Il s'agit donc d'une étape indispensable pour comprendre les évolutions des logiques sociales du vote.

1. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux résultats du Baromètre de la CNCDH sur le racisme et la xénophobie en France et notamment aux analyses annuelles que Nonna Mayer et Guy Michelat en ont fait.
2. Ainsi, imaginons que tous les niveaux d'éducation soient touchés par une augmentation similaire de l'adhésion au libéralisme culturel. Il s'ensuivra que même si les diplômés de l'enseignement primaire s'avèrent moins conservateurs en 2007 qu'en 1988, ils resteront pourtant tout aussi éloignés des diplômés de l'enseignement supérieur si l'augmentation est la même pour les deux groupes considérés. Les données Cevipof le montrent d'ailleurs. Nous avons construit l'échelle d'ethnocentrisme autoritaire sur le modèle proposé par Nonna Mayer (*Ces Français qui votent Le Pen,* Paris, Flammarion, 2002) sur l'ensemble des quatre enquêtes. Cette échelle va de 0 – niveau maximum de préjugé – à 10 – niveau maximal de tolérance. Les sans diplômes et diplômés de l'enseignement primaire obtenaient un score de 2.8 sur 10 en 1988, ils atteignent un niveau de 4.4 sur 10 en 2007. Mais l'écart avec les diplômés du supérieur est resté de 3.4 en 1988 et en 2007, ces derniers étant passés dans le même temps d'une moyenne de 6.2 à 7.8.

Tableaux 1 et 2. Les racines sociales des valeurs socio-économiques et culturelles : une modélisation par les régressions linéaires

dimension culturelle	1988		1995		2002		2007	
	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.
profession								
agriculteurs	0,08	0,09	0,17*	0,09	0,09	0,11	-0,31***	0,1
cadres et csp+	0,28***	0,09	0,48***	0,08	0,44***	0,08	0,27***	0,08
intermédiaires	0,31***	0,07	0,35***	0,07	0,24***	0,08	0,21***	0,07
employés	0,12	0,07	0,21***	0,07	0,13*	0,07	-0,04	0,07
ouvriers	-0,01	0,07	0,08	0,07	0,05	0,07	-0,18**	0,07
autres	0,12	0,07	0,35***	0,08	0,26***	0,09	0,15*	0,08
Indépendants (ref.)								
diplôme								
primaire	-0,22***	0,04	-0,16***	0,04	-0,26***	0,04	-0,19***	0,04
Bac	0,45***	0,06	0,43***	0,05	0,38***	0,05	0,25***	0,05
supérieur	0,61**	0,05	0,71***	0,05	0,67***	0,05	0,58***	0,05
secondaire (ref.)								
religion								
Catho pratiquant	-0,07	0,05	0,08	0,05	0,09	0,06	0,06	0,06
catho prat occasionel	-0,06	0,04	-0,08*	0,04	-0,02	0,05	-0,02	0,04
autre religion	0,29***	0,08	0,33***	0,08	0,27***	0,07	0,41***	0,06
sans religion	0,36***	0,05	0,39***	0,04	0,30***	0,04	0,33***	0,04
Catho non pratiquant (ref.)								
cohorte								
1930 et avant	-0,15***	0,05	-0,10*	0,06	-0,18**	0,06	-0,03	0,07
1941-1950	0,10*	0,06	0,15**	0,06	0,04	0,06	0,03	0,06
1951-1960	0,31***	0,05	0,25***	0,06	0,21***	0,06	0,08	0,06
1961-1970	0,43***	0,06	0,27***	0,06	0,31***	0,06	0,08	0,06
1971-1980			0,36***	0,07	0,38***	0,06	0,16**	0,06
1981-1990					0,71***	0,09	0,34***	0,07
1931-1940 (ref.)								
Femme	0,02	0,04	-0,08**	0,03	-0,02	0,03	-0,17***	0,03
_cons	-0,4	0,09	-0,55**	0,08	-0,61***	0,09	-0,09	0,09
R2	0.2632		0.3065		0.3128		0.2481	

*** : coefficient significatif à p < 0.01, ** : coefficient significatif à p < 0.05, * : coefficient significatif à p < 0.10.

dimension socio-économique	1988		1995		2002		2007	
	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.	Coef.	Std. Err.
profession								
agriculteurs	-0,01	0,11	0,08	0,1	0,38***	0,12	0,06	0,11
Cadres et csp+	0,45***	0,1	0,25**	0,09	0,57***	0,09	0,22**	0,08
intermédiaires	0,62***	0,08	0,44***	0,07	0,67***	0,08	0,57***	0,08
employés	0,64***	0,08	0,44***	0,07	0,68***	0,08	0,68***	0,07
ouvriers	0,71***	0,08	0,56***	0,07	0,70***	0,08	0,78***	0,07
Autres	0,66***	0,09	0,40***	0,09	0,61***	0,1	0,53***	0,08
Indépendants (ref.)								
diplôme								
primaire	0,07	0,05	0,02	0,05	0,07	0,05	0,11**	0,04
Bac	-0,01	0,07	-0,17***	0,06	-0,05	0,05	0,03	0,05
supérieur	-0,11*	0,06	-0,14**	0,05	-0,05	0,05	-0,14**	0,05
secondaire (ref.)								
religion								
catho pratiquant	-0,40***	0,06	-0,26***	0,06	-0,18***	0,06	-0,28***	0,06
catho pratoccasionel	-0,28***	0,06	-0,24***	0,05	-0,14**	0,05	-0,13***	0,04
autre religion	0,1	0,09	0	0,08	0,11	0,07	0,25***	0,07
sans religion	0,34***	0,06	0,40***	0,05	0,31***	0,04	0,38***	0,04
catho non pratiquant (ref.)								
cohorte								
1930 et avant	0,03	0,07	-0,05	0,06	0	0,07	-0,03	0,07
1941-1950	0,13*	0,07	-0,02	0,06	0	0,06	0,01	0,06
1951-1960	0,16**	0,07	0,06	0,06	-0,01	0,06	0,1	0,06
1961-1970	0	0,07	-0,11*	0,06	-0,08	0,06	0,12*	0,06
1971-1980			0,05	0,07	0,02	0,07	0,11	0,07
1981-1990					0,07	0,1	0,17**	0,08
1931-1940 (ref.)								
Femme	-0,07	0,04	0,14***	0,04	0,09**	0,04	0,19***	0,03
_cons	-0,46***	0,1	-0,56***	0,09	-0,78***	0,1	-1,03***	0,09
R2 =	0.1060		0.0871		0.0536		0.1282	

Note pour la lecture des tableaux de régression : travailler sur des facteurs continus et standardisés est particulièrement utile dans la comparaison entre les deux types de facteurs et les moments d'observation. Les variations induites par une variable indépendante sur deux facteurs peuvent ainsi être converties en une unité commune. Tout comme on peut comparer l'influence de différentes variables indépendantes. Autre avantage de cette approche des données, il est tout à fait possible d'additionner l'influence de différentes variables. Par exemple, l'analyse de régression du facteur culturel de 1988 permet de distinguer deux profils extrêmes : du côté le plus conservateur, on trouve un indépendant, diplômé au maximum de l'enseignement primaire né en 1930 ou avant (donc sans doute retraité) et catholique pratiquant ; à l'opposé, on trouve une femme exerçant une profession intermédiaire, diplômée de l'enseignement supérieur, sans religion et née dans les années 1960. Entre ces deux extrêmes, la distance est de 2,14 écarts types, ce qui donne une idée de l'importance des variations induites par le modèle. N'oublions pas ainsi, dans le cadre d'une distribution normale, qu'une distance de deux écarts types peut exprimer que 66 % de l'échantillon peuvent séparer un cas d'un autre. Les écarts les plus importants sont produits par leurs différences de diplôme (0,83 écart type), puis d'année de naissance (0,58 écart type), puis leur relation à la religion (0,43 écart type) et enfin leurs différences de profession (0,31) et leur genre (bien que non significatif).

La dimension socio-économique.

Plusieurs résultats particulièrement importants ressortent de cette analyse. Bien que les facteurs soient constitués de variables qui ne sont pas identiques, leurs logiques explicatives restent particulièrement stables dans le temps. Cela conforte notre démarche empirique. Le cas le plus simple est celui des facteurs socio-économiques. Essentiellement, deux caractéristiques sociales pèsent dans la position en faveur de plus ou moins de libéralisme économique : la religion et la profession. Ainsi, pour la première variable, les écarts entre les catholiques pratiquants réguliers et les athées sont de 0,74 écart type en 1988, de 0,66 en 1995, de 0,49 en 2002 et de 0,66 en 2007, soit des écarts particulièrement forts pour une seule variable[1]. On peut toutefois remarquer une évolution spécifique du groupe des « autres religions » au cours de la période. Jusqu'en 2002, ces individus occupaient avec les catholiques non pratiquants une position moyenne entre les pôles conservateur et progressiste formés respectivement des catholiques pratiquants et des athées. En 2007, les « autres religions » (probablement du fait de la forte présence de musulmans) se sont considérablement rapprochés des athées.

L'influence de la profession persiste également. Ainsi, globalement, les quatre analyses du facteur socio-économique font apparaître un classement identique des professions sur cette dimension. Les deux groupes les plus conservateurs restent les agriculteurs et les indépendants (et généralement les différences entre ces deux groupes s'avèrent non significatives). Puis, on trouve les cadres et professions intellectuelles supérieures, et enfin, à l'opposé des premiers, les professions intermédiaires, les « autres » inactifs[2], les employés et, légèrement à la pointe du progressisme socio-économique, les ouvriers. Les écarts entre les cols bleus et les indépendants oscillent entre 0,70 et 0,78 écart type, à l'exception de 1995 où le différentiel n'est « que » de 0,56 écart type. Autrement dit, pour trois des quatre dernières élections présidentielles, l'écart entre indépendants et ouvriers reste supérieur au différentiel entre catholiques pratiquants réguliers et athées. Il est donc, selon nous, difficile de considérer que la polarisation professionnelle s'est érodée à la différence de la polarisation religieuse. En conséquence, les racines de la « vieille politique » persistent bien en France, surtout dans leur forme ancienne, propre aux périodes fastes du survote des cols bleus pour la gauche. Ici se trouve donc vérifié pour la France l'un des résultats de P. Achterberg et B. Houtman : le soubassement en valeur de la politique de classe n'a pas disparu.

Que dire des autres caractéristiques sociales ? D'abord qu'elles n'ont pas d'influence significative systématique sur cette dimension socio-économique, et même quand elles atteignent un niveau minimal de significativité, les écarts produits restent limités comparés aux logiques religieuses et professionnelles. Il en va ainsi du diplôme : les coefficients n'atteignent souvent pas le niveau de significativité qu'on pourrait souhaiter[3] même si les sans diplômes ou diplômés du primaire semblent se distinguer significativement des diplômés du supérieur. Au mieux, cette différence atteint 0,25 écart type, soit moins de la moitié de la différence entre les catholiques pratiquants réguliers et les athées, ou le tiers de la différence entre les indépendants et les ouvriers ; elle reste donc secondaire. On peut toutefois se demander si un faible niveau de diplôme, indépendamment de la profession exercée, n'implique pas un plus fort sentiment d'insécurité sociale, particulièrement dans un marché du travail où la

1. La distance interquartile, qui sépare entre les 25 % des électeurs les plus antilibéraux et les 25 % d'électeurs les plus libéraux, varie sur ce facteur entre 1,44 et 1,52 écart type.
2. Les retraités ont été réaffectés à leur groupe professionnel d'origine.
3. Surtout avec les tailles d'échantillons que proposent ces enquêtes (autour de 4 000 personnes chacune).

main-d'œuvre non qualifiée est la plus soumise à la précarité et au risque de chômage. D'ailleurs, cette hypothèse pourrait également expliquer pourquoi les femmes deviennent économiquement antilibérales à partir de 1995 : elles sont les premières à souffrir de la dualisation du marché du travail entre emplois à durée indéterminée et emploi à contrats précaires[1].

Enfin, l'absence de poids de la cohorte de naissance affaiblit la théorie postmatérialiste. Indépendamment de leur année de naissance, les « nouveaux entrants » et les membres des cohortes déjà en âge de voter en 1988 partagent les valeurs socio-économiques de leurs groupes professionnels ou religieux. Non seulement les racines axiologiques de la « vieille politique » persistent mais elles devraient également résister dans le futur puisque la cohorte de naissance – et donc par extension le renouvellement générationnel – n'affecte pas sensiblement les valeurs socio-économiques.

La dimension culturelle

Les relations entre caractéristiques sociales et valeurs socio-économiques restent globalement similaires, quel que soit le scrutin présidentiel considéré ; il en va de même pour la dimension culturelle. Mais les caractéristiques sociales des individus pèsent différemment : la première caractéristique qui compte est ici le niveau de diplôme des individus, puis vient leur cohorte de naissance, leur rapport à la religion et, enfin, leur profession.

Le niveau d'éducation influe sur le facteur culturel, de manière particulièrement forte : entre les électeurs diplômés au maximum de l'enseignement primaire et les diplômés de l'enseignement supérieur, on constate un écart évoluant entre 0,77 et 0,92 écart type (une polarisation trois fois plus importante que celle qu'on pouvait constater sur le clivage socio-économique). Ici encore, on confirme donc les résultats avancés par P. Achterberg et D. Houtman : ces valeurs sont avant tout affaire de capital culturel, loin devant le capital économique. La cohorte de naissance pèse aussi sur la dimension culturelle, de manière quasiment linéaire, avec les cohortes nées avant la seconde guerre mondiale presque systématiquement plus conservatrices que celles du *Baby Boom* (nées entre 1941 et 1960). Mais ces dernières s'avèrent quasiment à chaque élection plus conservatrices que les électeurs nés après 1971, et souvent quand on compare avec les électeurs nés dans les années 1960. Le renouvellement générationnel va donc bien dans le sens d'une plus grande tolérance, comme la littérature le postulait déjà[2]. C'est là un point d'accord avec R. Inglehart, mais cela n'induit pas une disparition du clivage socio-économique. L'utilisation des cohortes est particulièrement importante, d'abord parce qu'elles nous donnent une idée des dynamiques de moyen terme au sein de l'électorat (ici vers plus de tolérance), mais surtout parce que les écarts que cette donnée démographique produit sont assez souvent plus importants que les deux variables lourdes traditionnelles que sont la religion et la profession[3].

---

1. Bruno Palier, Kathleen Thelen, « Institutionalizing Dualism : Complementarities and Change in France and Germany », *Politics and Society*, 38 (1), 2010, p. 119-148.
2. Voir entre autres : Étienne Schweisguth, « France : le mythe du néoconservatisme », *Futuribles*, 227, janvier 1998, p. 21-34 ; Nonna Mayer, Guillaume Roux, « Des votes xénophobes ? », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 97-117 ; V. Tiberj, « L'impact politique du renouvellement générationnel… », art. cité.
3. À l'exception de 2007, mais on peut se demander si ce n'est pas un effet d'enquête.

La polarisation induite par la religion sur les valeurs culturelles est similaire à celle qu'elle induit sur la dimension socio-économique. Ainsi, le bloc catholique se situe systématiquement du coté conservateur quand les « autres religions » et les athées se placent du côté progressiste. Autrement dit, la variable religion est simultanément une logique de polarisation culturelle *et* socio-économique. Ce résultat permet sans doute d'expliquer pourquoi cette caractéristique sociale perdure dans les logiques du vote, à la différence de la classe sociale. La religion catholique, quelle que soit l'intensité de sa pratique, pousse vers la droite – que le vote soit le produit de logiques culturelles, ou socio-économiques, ou d'un mélange des deux – quand l'athéisme pousse culturellement et socialement vers un vote de gauche.

La religion est la seule variable sociologique qui pèse de la même façon sur les deux dimensions, à la différence de la classe sociale, par exemple. Ainsi, pour cette dernière, on constate des effets significatifs et cohérents dans le temps, mais elle s'exprime à travers un « schéma de classe » différent : le versant culturellement tolérant n'est pas le versant socialement progressiste. Dans ce second cas, les ouvriers sont légèrement à la pointe, accompagnés des employés, des professions intermédiaires et des « autres ». En matière culturelle, « l'avant-garde » est incarnée généralement par les cadres et professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires ; les ouvriers se retrouvent du côté des groupes les plus « fermés », à savoir les indépendants et les agriculteurs. Autrement dit, libéralismes culturel et économique ne s'insèrent pas de la même façon dans l'univers des professions.

Cette analyse valide bien notre première hypothèse : les valeurs socio-économiques et culturelles s'ancrent dans des structures sociales pérennes. Ainsi, la baisse du vote ouvrier pour la gauche n'induit pas que les ouvriers se soient droitisés socio-économiquement, bien au contraire. En 1988 comme en 2007, ils restent le groupe social le plus antilibéral économiquement, comme le montre d'ailleurs l'annexe 2 du présent article. De manière tout aussi intéressante, les ouvriers se distinguaient en 1988 et se distinguent encore en 2007 du reste de la population française par leur conservatisme culturel. C'est d'autant plus intéressant qu'en 1988, le vote ouvrier pour le FN restait marginal, quand en 2007, ce groupe est un des derniers bastions du lepénisme électoral[1].

Il est toutefois délicat pour l'heure de répondre aux deuxième et troisième hypothèses tant que les relations entre valeurs et votes n'ont pas été analysées. On dispose cependant de présomptions fortes quant à l'incidence que peut avoir une montée en puissance d'une politique des deux axes en remplacement d'une « vieille politique ». Compte tenu des relations entre les différentes caractéristiques sociales des individus, d'une part, et leurs préférences socio-économiques et culturelles, d'autre part, on peut ainsi comprendre pourquoi certaines variables prennent du poids dans les logiques du vote (la cohorte de naissance et le diplôme), d'autres persistent (la relation à la religion) et d'autres se transforment (la profession), dès lors que le vote devient aussi le reflet de préférences culturelles. Ces présomptions laissent penser que notre quatrième hypothèse est en voie de validation.

1. Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), juin-août 2007, p. 429-445.

Le vote des deux axes

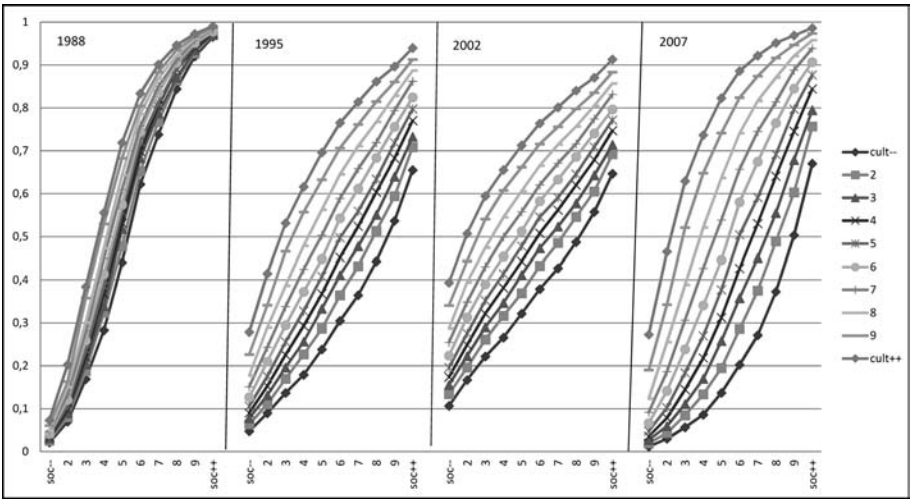
L'homologie de situation entre la France et les Pays-Bas est frappante. Ici comme là-bas, les racines axiologiques du vote de classe ont persisté, mais ici comme là-bas, la dimension culturelle est potentiellement en position de les étouffer. Notre analyse complète cependant celles de P. Achterberg et D. Houtman de deux manières. D'abord, nous montrons pourquoi le passage à une politique des deux axes ne se traduit pas nécessairement par une remise en plat des alignements de tous les groupes sociaux, qu'ils soient professionnels ou religieux – si on se cantonne aux deux variables lourdes majeures en France – à la fois pour la droite mais aussi dans certains cas pour la gauche. Ensuite, nous démontrons que les logiques sociales des dimensions axiologiques sont pérennes. Ainsi, dès 1988, la polarisation culturelle s'incarnait sociologiquement de la même manière qu'en 2007. Il en va de même de la polarisation socio-économique. Et l'impact du renouvellement générationnel nous laisse penser que ces logiques de polarisation socio-économique devraient perdurer à l'avenir – à la différence des logiques culturelles –, les cohortes entrantes se répartissant essentiellement selon leurs positions professionnelles et leurs rapports à la religion, de la même façon que leurs aînés.

Cependant, nous supposons que la politisation de la dimension culturelle en France ne prend pas la forme observée aux Pays-Bas. Selon nous, les partis de la « veille politique » ont su, en France, s'adapter en développant une politique des deux axes. En cela, ils ont su répondre aux pressions suscitées par les nouvelles gauche et droite. Conséquemment, nous postulons que les valeurs culturelles pèsent dans le vote y compris quand les électeurs ont à choisir entre deux partis traditionnels comme peuvent l'être aujourd'hui le PS et l'UMP. Autrement dit, la France ne serait pas (ou plus) dans une logique où les électeurs qui font primer au premier tour leurs préférences culturelles, en votant FN par exemple, sont obligés de se replier sur un autre choix, à base socio-économique, au second tour, comme cela avait été le cas pour les ouvriéro-lepénistes de 1995[1].

Pour le prouver, nous allons nous pencher sur l'impact des dimensions socio-économique et culturelle sur les votes pour le PS, d'une part, et le RPR puis l'UMP, d'autre part. Pour ce faire, les votes au premier et au deuxième tours des élections présidentielles seront modélisés. Cette fois-ci, on intégrera également le second tour « fictif » de l'élection présidentielle 2002 qui aurait pu opposer Lionel Jospin à Jacques Chirac[2]. Dans le cas du premier tour, ces votes seront modélisés en concurrence avec les autres composantes de l'offre politique auxquelles les candidats socialistes et néogaullistes étaient confrontés. Ainsi, on pourra analyser à la fois les logiques d'agrégation contraintes des choix qu'implique le deuxième tour (notamment pour tous les électorats dont le candidat préféré n'est plus en lice), mais aussi le cœur électoral de ces deux partis, les « convaincus », qui choisissent leurs candidats dès le premier tour. Statistiquement, il s'agit donc de modèles logistiques – binomiaux au deuxième tour et multinomiaux au premier tour – qui comportent deux variables indépendantes : les facteurs socio-économiques et culturels.

1. N. Mayer, *Ces français qui votent FN, op. cit.*
2. Rappelons que nous avons été contraint de travailler à partir de l'enquête préélectorale de 2002, donc le premier tour comme le deuxième tour sont en fait des mesures d'intentions de vote plutôt que des votes déclarés.

Figure 3. Probabilités prédites de voter à gauche au 2e tour (1988-2007)



Note de lecture : le graphique figure les probabilités prédites par le modèle d'un vote à gauche dans les seconds tours de 1988 à 2007. Nous avons choisi de recoder les deux facteurs en déciles. Sont donc représentées des probabilités moyennes de voter pour la gauche selon les déciles socio-économiques et culturels dans lesquels se situent les personnes interrogées[1].

Essentiellement, l'histoire que démontrent les modèles est bien celle de l'incorporation des deux axes dans les logiques de vote entre la gauche et la droite. Il suffit pour la résumer de contraster les élections de 1988 et 2007. Dans le premier cas, l'essentiel du choix entre François Mitterrand et Jacques Chirac se résumait pour les électeurs à suivre leurs positions socio-économiques, quand, pour le second, les deux logiques axiologiques jouent désormais à part quasi égales. En 1988, indépendamment des positions culturelles, ce qui s'exprimait dans les urnes était bien le positionnement libéral ou social des individus. Ainsi, les chances de voter à gauche quand on se situait dans le décile le moins social oscillaient entre 0,02 pour les plus autoritaires et 0,07 pour les plus libéraux, culturellement parlant, quand elles variaient entre 0,96 et 0,99 dans les cas des individus les plus « sociaux ». Autrement dit, les individus du premier groupe n'avaient quasiment aucune chance de voter à gauche, quand ceux du second votaient presque tous pour François Mitterrand, qu'ils soient culturellement tolérants ou conservateurs. On est bien dans le cas quasi idéal-typique de la « vieille politique » essentiellement structurée par les valeurs socio-économiques. À cette époque, les enjeux culturels étaient relégués très loin derrière les enjeux socio-économiques et ne commençaient à peser que parmi des électeurs dont les préférences socio-économiques étaient peu structurées : les déciles 4, 5 et 6. Ici et seulement parmi ces individus qui tendent à se placer à mi-chemin entre le libéralisme économique de la droite et les propositions sociales de la gauche, les positions culturelles deviennent un moyen de faire un choix. Ainsi, parmi les individus du cinquième décile social, la probabilité de voter à gauche passe de 0,44 parmi les plus conservateurs à 0,72 parmi les plus tolérants ; dans le quatrième décile, elle évolue entre 0,28 et 0,55.

1. Intuitivement, ces graphiques peuvent aussi s'apprécier selon une analogie anatomique. Ainsi, les courbes peuvent être considérées comme des fibres musculaires qui se contractent ou se détendent, selon les élections. Je remercie Viviane Le Hay pour cette idée.

Analysons maintenant l'élection présidentielle de 2007. On ne peut que constater l'augmentation de la polarisation induite par le facteur culturel. En 1988, il entraînait une variation de probabilité maximale de 0,28 entre les extrêmes conservateurs et tolérants, et pour le cinquième décile social uniquement. En 2007, si on reprend la même grille d'analyse et qu'on l'applique toujours au cinquième décile, la variation est désormais de 0,68[1], évoluant entre une chance de 0,14 de voter à gauche chez les plus conservateurs et une chance de 0,82 de voter à gauche pour les plus tolérants. On mesure donc bien la montée en puissance des valeurs culturelles dans le choix entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal. Autre fait remarquable, cet écart maximal en probabilité de 1988 est désormais dépassé dans 9 déciles « sociaux » sur 10. Ainsi, par exemple, dans le décile le plus social de l'électorat de 2007, la probabilité de voter à gauche évolue entre 0,67 pour les plus conservateurs et 0,99 pour les plus tolérants, soit un écart de probabilité de 0,32. On retrouve un résultat similaire parmi les plus libéraux économiquement. Autrement dit, le facteur culturel travaille donc désormais les noyaux durs normatifs de la vieille gauche et de la vieille droite, parmi des électeurs pour qui les votes à gauche comme à droite auraient été quasiment certains s'ils avaient eu lieu en 1988. Là où, entre François Mitterrand et Jacques Chirac, le facteur culturel n'était qu'une logique de choix par défaut pour les électeurs indécis quant aux positions socio-économiques incarnées par les deux finalistes, il devient désormais un déterminant poussant vers la candidate socialiste ou le candidat UMP. La « nouvelle politique » pèse donc désormais y compris entre le PS et l'UMP.

La figure 3 montre bien comment, peu à peu, le facteur socio-économique voit son influence réduite entre 1988 et 2007, entre d'une part les écarts minimes qu'induisait le facteur culturel selon le positionnement socio-économique des électeurs et, en 2007, des lignes de plus en plus éloignées les unes des autres. On a d'ailleurs construit une mesure synthétique comparant l'incidence de chacun des facteurs sur le vote[2] : le ratio est de 3,20 en 1988 pour l'incidence du facteur socio-économique comparée à celle du facteur culturel, il n'est plus que de 1,30 en 2007.

On remarque aussi que, dès 1995, le facteur culturel vient troubler le lien traditionnel entre vote et dimension socio-économique et cela se confirme également pour le deuxième tour fictif entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. La politique des deux axes était présente, depuis plus longtemps qu'on le pensait, et ce résultat est important en soi. Néanmoins, on se fonde ici sur des deuxièmes tours, dont on sait qu'ils agrègent des électorats particulièrement composites, dont certains des membres sont contraints à un second choix, voire à éliminer plus que réellement s'aligner en faveur d'un candidat[3]. Dès lors, il est difficile de statuer sur la base de ces résultats seuls que le PS et l'UMP ont définitivement synthétisé les deux axes, ou bien qu'ils profitent de l'existence d'électorats alignés, selon les logiques de la « nouvelle politique », mais contraints de se contenter du choix qui leur est laissé au second tour. II est donc nécessaire de s'intéresser au premier tour, qui a l'avantage de mettre le PS et l'UMP en concurrence face à l'ensemble des autres alternatives politiques, et notamment les incarnations partisanes des nouvelles gauche et droite que sont les Verts et le FN[4].

---

1. Rappelons que l'écart maximal pour une probabilité est de 1 : entre 0 (aucune chance de voter à gauche) et 1 (sûr de voter à gauche).
2. Dont la formule est la suivante : ratio de l'écart type des probabilités moyennes produites par le facteur social sur l'écart type des probabilités moyennes produites par le facteur culturel.
3. Helena Catt, *Voting Behavior. A Radical Critique*, Leicester, Leicester University Press, 1996.
4. En annexe 3 figurent les probabilités de vote pour l'une et l'autre de ces formations.

Une fois qu'on se penche sur les logiques de vote du premier tour, la spécificité de l'élection présidentielle 2007 apparaît : elle semble bien conclure un cycle d'adaptation normative de l'offre et de la demande électorales.

Figure 4. Probabilités prédites de voter PS au 1er tour (1988-2007)

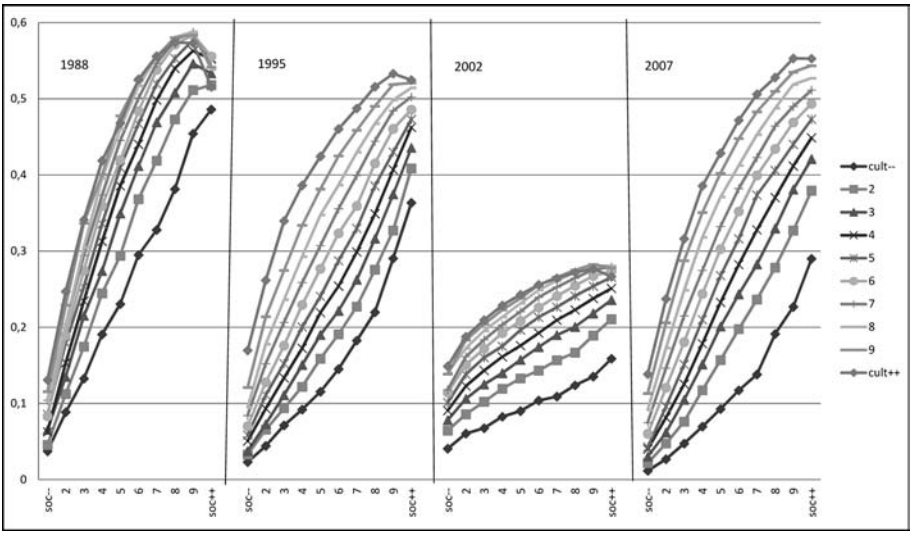
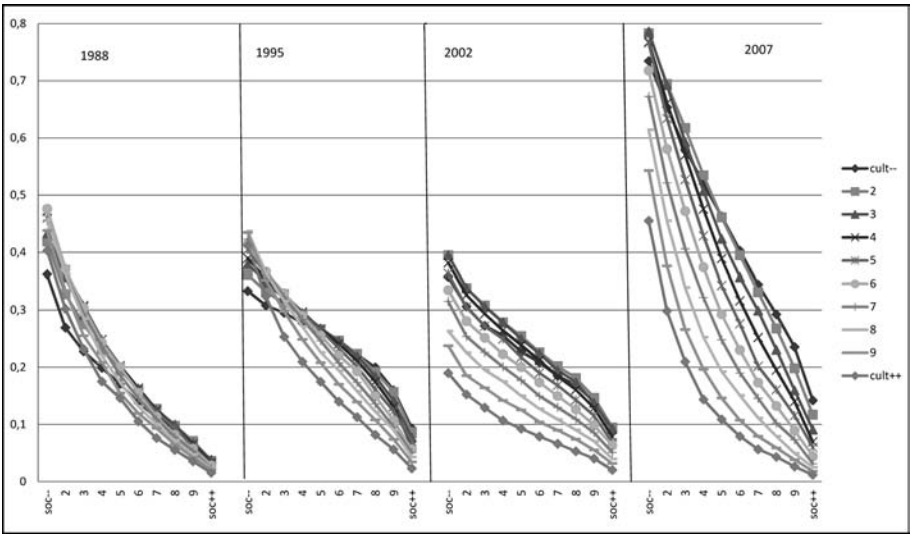


Figure 5. Probabilités prédites de voter RPR ou UMP au 1er tour (1988-2007)



Bien sûr, les logiques du vote au premier tour s'avèrent plus erratiques du fait de la multiplication des alternatives électorales. Il en va ainsi des intentions de vote pour Lionel Jospin et Jacques Chirac en 2002, par exemple. Cependant, cette analyse permet d'approfondir celle que nous avons menée précédemment. Ainsi, le diagnostic sur les changements des logiques de vote entre 1988 et 2007 reste similaire, à ceci près qu'on se porte désormais sur le cœur

électoral des mouvements socialiste et néogaulliste, donc un vote à teneur plus positive que les coalitions rassemblées aux seconds tours. Ainsi, 1988 était déjà une élection sociale au second tour, et il en va de même pour les logiques de vote PS et RPR au premier tour : selon que l'on passe des électeurs les plus libéraux économiquement aux plus sociaux, les probabilités de voter pour le président sortant passaient en moyenne de 0,03 à 0,61 quand celles de voter pour son Premier ministre évoluaient de 0,49 à 0,01. Le facteur culturel n'avait, comme précédemment, une influence que sur les déciles sociaux centristes, et encore, uniquement dans le cas du vote socialiste. Dans le cas du RPR, son influence était encore plus marginale (avec des variations de probabilité systématiquement inférieures à 0,06[1]).

En 2007, les logiques du vote ont considérablement changé à la fois pour le PS mais aussi pour l'UMP : cela en fait deux électorats diamétralement opposés, le premier s'ancrant sur le social et le progressisme culturel quand l'autre s'appuie sur le libéralisme économique et le conservatisme culturel. Ainsi, penchons-nous sur le cas des électeurs les plus socialement susceptibles de voter pour la gauche ou la droite : dans le cas du vote PS en 1988, les variations maximales induites par le facteur culturel dans le décile le plus social n'étaient que de 0,08. En 2007, elles sont de 0,23. Dans le cas du vote pour le RPR et l'UMP, dans le décile le plus libéral, on passe de 0,01 à 0,37. Autrement dit, même dans ces déciles très typés socio-économiquement parlant, les valeurs culturelles deviennent désormais une vraie logique de choix et ce, dès le premier tour. Les candidats qui portent les couleurs des deux grands partis français sont donc maintenant bien considérés par les électeurs comme des incarnations de ces deux axes de valeur. D'aucuns les choisiront uniquement pour des questions sociales, d'autres pour des questions culturelles et beaucoup pour les deux. Ainsi, des électeurs « destinés » dans le schéma de la « vielle politique » socio-économique à choisir le candidat UMP le laisseront désormais de côté uniquement pour des raisons culturelles (une probabilité de 0,4 de voter pour Nicolas Sarkozy parmi les libéraux économiques les plus tolérants culturellement à comparer avec une probabilité de 0,8 parmi les libéraux les plus culturellement conservateurs).

Ce passage d'une logique socio-économique du vote à une logique synthétisant les deux axes obéit toutefois à des temporalités différentes pour les deux grands partis dans l'électorat. Ainsi en 1995, le pas est déjà franchi pour le PS. Si on reprend notre mesure de l'incidence comparée des deux axes, en 1988, le facteur social induisait 3 fois plus de variations sur le vote que le facteur culturel. En 1995, ils sont désormais à égalité (en 2007, le ratio est de 1,3 en faveur du social). En revanche, le vote pour Jacques Chirac à cette même élection reste un vote à base essentiellement socio-économique. D'ailleurs, le ratio de 1988 était de 3,4 en faveur de la première dimension, en 1995, il est seulement de 2,8. Si on reprend les deux cœurs de cible socio-économiques, les résultats sont encore plus clairs. Parmi les plus libéraux, le vote pour Jacques Chirac évolue entre une probabilité de 0,31 pour les plus culturellement tolérants et 0,44 pour les plus conservateurs (soit un écart de 0,13). Parmi le décile de l'électorat le plus social, les variations sont encore beaucoup plus amples en faveur de Lionel Jospin : entre 0,24 pour les plus conservateurs et 0,55 pour les plus culturellement ouverts (soit un écart de 0,31). Cette différence entre un PS désormais ancré à la fois dans l'ancienne et la nouvelle gauche et un candidat RPR qui reste associé avec l'ancienne droite

1. Cette incidence marginale tient notamment au fait que le FN était, déjà à l'époque, l'incarnation de la nouvelle droite (voir Florent Gougou, Vincent Tiberj, « Les électeurs du Parti socialiste : sociologie de l'électorat d'un parti en reconversion (1981-2007) », dans Remi Lefebvre, Frédéric Sawicki (dir.), *Sociologie des socialistes*, Paris, Economica, à paraître.

tient vraisemblablement à des logiques de concurrence politique internes à leurs camps respectifs. Autant, à droite, la « nouvelle politique » est-elle désormais incarnée par un Jean-Marie Le Pen bien installé dans la vie politique française, autant à gauche, aucun parti – y compris les Verts – n'a su rassembler à lui seul les tenants de la nouvelle gauche culturelle.

Il faut attendre 2007 pour que la dimension culturelle soit désormais une logique de vote pesant sur le choix d'un candidat néogaulliste, avec un ratio quasi identique que celui pour le PS (1,5 contre 1,3). En voulant « rétrécir l'électorat de Jean-Marie Le Pen »[1], Nicolas Sarkozy a donc fait entrer (définitivement ?) son mouvement dans l'ère des deux axes.

Conclusion

Au terme de notre analyse, les quatre hypothèses testées s'avèrent validées. Les valeurs culturelles en sus des traditionnelles valeurs socio-économiques constituent bien une des raisons du vote en France. Mais, alors qu'on pensait qu'elles n'influaient que sur le choix de l'extrême droite et donc du premier tour de l'élection présidentielle, on a bien confirmation qu'elles interviennent également dans le choix pour les formations traditionnelles que sont les mouvements socialistes et néogaullistes. Dès lors, on comprend mieux les évolutions des logiques sociales du vote. Si les ouvriers et les employés se partagent désormais entre la gauche et la droite, c'est bien qu'ils sont pris en tenaille entre leur progressisme socio-économique et leur conservatisme culturel. Cependant, ces groupes sociaux ne sont pas les seuls à subir ce type de tension puisque les cadres et professions intellectuelles supérieures sont dans une situation de symétrie inverse. Ces tensions en valeur n'étaient pas à l'œuvre au temps de la « vieille politique » et expliquent donc pourquoi certaines logiques sociales du vote se sont érodées partiellement. La politisation des valeurs culturelles aide également à mieux comprendre pourquoi la variable religieuse demeure une logique explicative du vote essentielle. Elle s'exprimait en 1988 à travers ses implications normatives socio-économiques. En 2007, elle pèse à travers les valeurs porteuses à la fois de la nouvelle et de l'ancienne politique. On comprend aussi pourquoi le diplôme et la cohorte de naissance gagnent désormais en importance. En résumé, il nous semble bien que la politique des deux axes répond et explique le paradoxe des logiques sociales du vote.

Un résultat essentiel de notre travail est aussi d'avoir montré comment la compétition entre l'UMP et le PS s'est réorganisée autour d'un pôle libéral économiquement mais culturellement conservateur et d'un pôle social et culturellement libéral. Rappelons que cette évolution était loin d'être évidente, puisque la France aurait très bien pu suivre le chemin des Pays-Bas avec la montée en puissance des nouvelles gauche et droite au détriment des partis traditionnels. En ce sens, la configuration française se distingue sensiblement de celle décrite par les travaux de P. Achterberg et B. Houtman. Le système partisan français a su résister et incorporer les conséquences de la révolution silencieuse et de sa contre-révolution. La question qui demeure est de savoir comment expliquer cette capacité d'adaptation. À notre avis, la principale explication réside dans le mode de scrutin. Autant dans les Pays-Bas étudiés par P. Achtenberg et B. Houtman, la représentation proportionnelle fournit l'occasion à des partis incarnant la nouvelle droite et la nouvelle gauche de s'instituer, à côté puis en concurrence avec les partis traditionnels, autant dans d'autres systèmes, ces partis sont contraints de rentrer dans le rang. Ainsi, en France, les Verts

1. Selon l'expression de N. Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », art. cité.

ont-ils été forcés de se positionner à gauche, dans un système d'alliance où le PS domine, tandis que le cavalier seul du FN ne lui permet pas pour l'heure la montée en puissance qu'autorisait la nouvelle politique.

Cette explication par le mode de scrutin nous paraît d'autant plus pertinente qu'elle permet aussi d'expliquer les évolutions d'autres systèmes politiques, notamment celui des États-Unis. Voilà un système où aucun grand parti n'a plus émergé depuis le début du 20e siècle, pourtant là-bas aussi la « nouvelle politique » a trouvé un terrain, en particulier à travers la question raciale mais aussi les questions culturelles comme l'homosexualité ou l'avortement. Il n'est pas inintéressant de constater que les Républicains se sont progressivement emparés du pôle culturel conservateur notamment face à la position dominante des Démocrates sur les questions socio-économiques. Autrement dit, il nous semble nécessaire de prendre en compte les systèmes politiques dans leur ensemble et d'y introduire le temps long pour mieux saisir les changements socio-politiques et électoraux advenus dans les dernières décennies.

Il faut se garder d'interpréter nos résultats d'une façon trop mécanique, particulièrement en vue des élections de 2012. On dispose d'un schéma explicatif qui nous permet de comprendre les permanences et les évolutions survenues depuis la réélection de François Mitterrand, mais nous ne sommes pas en mesure de prédire l'avenir à partir de nos résultats et des évolutions extrêmement importantes peuvent advenir dans un temps très court. Les États-Unis nous rappellent que, dans les années 1950, le pôle culturellement ouvert était incarné par les Républicains et le pôle conservateur par les Démocrates[1]. Nous mesurons ici le fruit d'un système de « forces » où les stratégies des différents partis pour capter certains enjeux se voient contrecarrées ou non par leurs concurrents et où les électeurs réagissent à ces différentes stratégies de l'offre avec, régulièrement, des réponses inattendues par les partis eux-mêmes[2]. Pour l'heure, cette évolution vers la politique des deux axes apparaît comme relativement stable, mais cet équilibre est nécessairement « local » au sens où il peut évoluer si ces différentes forces venaient à être affectées soit par un choc exogène, soit par de nouvelles stratégies d'acteurs. Difficile donc de dire quelle dimension de valeur prédominera à l'avenir. Néanmoins, on peut envisager comment les logiques sociales du vote pourront être affectées par cette hiérarchie entre les dimensions. Différents scénarios sont ainsi possible en 2012. L'élection présidentielle pourrait se décider sur des bases fortement socio-économiques, de la même façon qu'en 1988 : dans ce cas, on pourrait voir réémerger les logiques sociales du vote de la vieille politique avec, par exemple, le retour des catégories populaires à gauche. On peut aussi envisager la reproduction du scénario « à deux axes » de 2007, voire même l'accentuation du poids de la dimension culturelle. Dès lors, les ouvriers, les employés mais aussi les cadres continueraient de se partager entre gauche et droite, voire même pencheraient majoritairement à droite pour les deux premiers quand les derniers soutiendraient plus la gauche[3].

1. Ted Carmines, James Stimson, *Issue Evolution. Race and the Transformation of American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1989.
2. Les partis socio-démocrates ont été confrontés à un dilemme pour l'emporter : en appeler aux électeurs des classes moyennes pour obtenir la majorité ou perdurer dans la politique de classe traditionnelle. Mais ont-ils sciemment sacrifié les catégories populaires pour en appeler à cet autre électorat ? Difficile à dire (Adam Przeworski, John Sprague, *Paper Stones. A History of Electoral Socialism*, Chicago, The University of Chicago Press, 1986).
3. L'auteur tient à remercier l'ensemble des collègues qui se sont penchés sur des versions plus ou moins abouties de ce texte, à savoir : Flora Chanvril, Florent Gougou, Gérard Grunberg, Florence Haegel, Antoine Jardin, Pierre Martin, Nonna Mayer, Patrick Le Galès, James Stimson, Étienne Schweisguth, et surtout Sophie Duchesne et Viviane Le Hay pour leur attention, leurs critiques et leur soutien.

Vincent Tiberj

Chargé de recherche FNSP à Sciences Po Paris, au Centre d'études européennes (CEE), **Vincent Tiberj** coordonne également le réseau TriElec qui rassemble des chercheurs de Sciences Po Bordeaux, Sciences Po Grenoble et Sciences Po Paris. Par ailleurs, il est également chercheur associé au Centre Émile Durkheim et coordinateur du Parcours avancé de méthodes en sciences sociales à Sciences Po Paris. Ses principales publications sont : *La crispation hexagonale : France fermée contre France plurielle, 2001-2007*, Paris, Plon/FJJ, 2008 ; (avec Sylvain Brouard) *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005. Spécialisé dans l'analyse des comportements électoraux et politiques en France, en Europe et aux États-Unis, et la psychologie politique, ses travaux portent sur les modes de raisonnement des citoyens « ordinaires », la sociologie politique des inégalités sociales et ethniques, ainsi que sur les préjugés xénophobes et les systèmes de valeur (CEE, 28 rue des Saints-Pères, 75007 Paris <vincent.tiberj@sciences-po.fr>).

Annexe 1. Empiriciser les dimensions de valeur

Il s'agit ici de présenter la méthode empirique choisie pour mesurer et comparer dans le temps la dimension socio-économique et la dimension culturelle. Les difficultés commencent avec la conjonction du temps et de quatre enquêtes différentes menées par le Cevipof : celle de 1988, celle de 1995, la préélectorale de 2002 et la postélectorale de 2007. On ne peut se contenter de reprendre les (trop) rares séries de questions communes à ces enquêtes électorales depuis 1988. Cette solution n'est pas satisfaisante à plusieurs titres. On ne dispose plus alors que de deux questions pour mesurer les préférences socio-économiques : la connotation positive ou négative des mots « privatisations » et « profit ». Quant à la dimension culturelle, seules trois questions ont été posées de la même manière dans les quatre enquêtes : l'accord ou le désaccord avec les propositions suivantes : « Il y a trop d'immigrés en France », « On devrait rétablir la peine de mort » et la question sur l'école où les personnes interrogées ont à choisir entre deux priorités éducatives : « Donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort » ou « Former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique ».

L'appauvrissement des mesures par rapport aux questionnaires initiaux et aux questions *trends* (c'est-à-dire posées au moins deux fois dans les différentes enquêtes électorales) mobilisables serait donc massif, sans compter les possibles biais de mesure dus à certaines questions. Ainsi, la question du « profit » entretient des relations fortes avec l'attitude à l'égard de l'économie certes, mais réfère aussi à une dimension religieuse (le rapport des catholiques à l'argent), qui peut encore plus fausser la mesure.

On a donc opéré une sélection de questions d'enquête répétées dans le temps, partant du principe que si elles ont été répétées, c'est que les équipes en charge des questionnaires les ont considérées comme des indicateurs de bonne qualité. Leur « survie » est d'autant plus remarquable que les enquêtes françaises sont marquées par une faible culture des séries temporelles. Cette sélection a été opérée non pas sur les quatre enquêtes retenues mais sur un ensemble de quatorze sondages menés entre 1988 et 2007 : en plus des enquêtes présidentielles (quatre post- et deux préélectorales), nous avons donc ajouté l'enquête législative de 1997, l'enquête « démocratie » de 2000, les enquêtes « miroir » et « crise des banlieues » d'avril et décembre 2005 et les quatre vagues du Baromètre politique français de 2006 et 2007. Cet ensemble forme un fichier cumulé de plus de 40 000 personnes interrogées que nous avons nous-même constitué, permettant une appréciation fine des évolutions de l'opinion publique française sur presque vingt années.

La construction des facteurs

Même en desserrant cette contrainte de présence dans les enquêtes des différentes questions, le nombre de questions sur lesquelles on peut s'appuyer reste relativement limité dans certains cas. De manière générale, les enquêtes Cevipof procurent plus d'indicateurs culturels (entre 6 et 12 selon les enquêtes) que sociaux (entre 4 et 7). Cela reflète la difficulté des équipes de recherche à appréhender finement la dimension socio-économique et à maintenir ces indicateurs dans le temps long. Rappelons cependant que nous avons pris en compte uniquement les indicateurs présents à plusieurs reprises dans les enquêtes et non un certain nombre de questions présentes une seule fois. Les tableaux

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21. © Presses de Sciences Po

ci-après détaillent les questions constitutives des facteurs culturels et socio-économiques par année d'enquête, ainsi que les contributions des questions à la constitution des facteurs, les valeurs propres des facteurs et la part de variance dont ils rendent compte. Dans tous les cas sauf un, les non-réponses ont été exclues de l'analyse, celles-ci constituant moins de 5 % des effectifs. La seule exception vaut pour la question « Les juifs ont trop de pouvoir en France » en 1988 où près d'un tiers des personnes interrogées à l'époque avaient refusé de donner leur opinion. Dans ce cas, ces refus ont été affectés à la moyenne[1].

Nous avons choisi de traiter ces questions d'enquête comme des variables continues, ce qui peut être discuté d'un point de vue statistique. On aurait aussi pu les considérer comme des variables nominales et donc nous diriger vers des techniques comme l'analyse des correspondances multiples (spécifiques ou non). Nous avons préféré les appréhender selon leur nature ordinale, considérant que l'on mesure alors des opinions sur une métrique allant de 1 à 4. Bien sûr, il serait plus utile d'avoir une note sur 10, les modalités de réponse étant quelque peu « grossières ». Néanmoins, on s'appuie sur une tradition d'analyse assez courante en psychologie et en sociologie électorale, comme l'atteste d'ailleurs l'utilisation des coefficients de corrélation sur ce type de variables ou encore la constitution d'échelles d'attitude classiques. Ainsi, l'utilisation d'échelles non hiérarchiques équivaut à additionner des scores obtenus sur différentes variables, à la différence des échelles d'attitude hiérarchiques exposées notamment par Éric Kerrouche et Guy Michelat[2]. Notons que le score factoriel d'un individu sera le résultat d'une addition de ses réponses pondérée par la contribution de ces mêmes questions. Un score à une question peu corrélée au facteur pèsera peu en comparaison à une réponse à une question très corrélée à la variable latente d'intérêt.

1. Les lecteurs qui souhaiteraient connaître le détail des libellés ainsi que les tris à plat des questions utilisées ici pourront se référer au site du Centre de données socio-politiques de Sciences Po (CDSP), qui archive les enquêtes électorales françaises et publie ces différentes informations : <http://cdsp.sciences-po.fr/enquetes.php?idTheme=1&idRubrique=enquetesFR&lang=FR>.
2. Guy Michelat, Éric Kerrouche, « Les échelles d'attitude », *Revue internationale de politique comparée*, 6 (2), 1999, p. 463-512.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21 © Presses de Sciences Po

Tableau 3. Questions utilisées pour construire la dimension culturelle et leurs contributions à l'ACP

	Présence des séries				Contributions des séries au facteur			
	1988	1995	2002[1]	2007	1988	1995	2002	2007
Il y a trop d'immigrés en France	*	*	*	*	0.447	0.457	0.414	0.511
Les juifs ont trop de pouvoir en France	*		*		0.338		0.277	
Esprit critique/sens de la discipline à l'école	*	*	*	*	0.334	0.320	0.312	0.416
On ne se sent plus chez soi	*	*	*	*	0.370	0.442	0.363	0.448
Dans une société il faut une hiérarchie et des chefs	*		*		0.258		0.168	
La femme est faite pour avoir des enfants et les élever	*				0.248			
Il est normal que les musulmans aient des mosquées	*	*			-0.294	-0.338		
Il faut rétablir la peine de mort	*	*	*	*	0.407	0.403	0.343	0.434
Je suis fier d'être français	*		*	*	0.243		0.064	0.101
L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité		*	*			-0.250	-0.252	
Autorité (positif/négatif)		*	*			0.213	0.143	
Islam (positif/négatif)		*	*	*		-0.325	-0.277	-0.404
Les Français maghrébins sont des Français comme les autres			*				-0.326	
Il y a des races moins douées que d'autres			*				0.322	
Nombre total de questions	8	8	12	6				
Valeur propre/ % de variance du facteur					2.37/ 34 %	3.15/ 39 %	3.95/ 33 %	2.39/ 39 %

1. L'enquête utilisée est celle préélectorale plutôt que postélectorale, à la fois pour des raisons de présence de questions *trends* mais aussi à cause de la technique d'échantillonnage. Le questionnaire de l'enquête postélectorale de 2002 a été fortement marqué par le 21 avril mais aussi par le financement d'EDF. Autrement dit, plusieurs questions *trends* ont été exclues au profit de questions conjoncturelles ou en relation avec l'environnement et les attitudes à l'égard de la politique énergétique de la France. Par ailleurs, l'échantillon de l'enquête postélectorale est constitué d'abord de panélistes qui avaient préalablement répondu à l'enquête préélectorale et avaient accepté d'être réinterrogés, et ensuite de personnes interrogées sélectionnées pour compléter les quotas. On peut donc douter de la représentativité de cet échantillon, notamment quand on se penche sur le profil des panélistes de 2002 (voir Viviane Le Hay, « Le panel électoral français 2007 : enjeux de méthode », dans Bruno Cautrès, Anne Muxel (dir.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 259-284).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21. © Presses de Sciences Po

Tableau 4. Questions utilisées pour construire la dimension socio-économique et leurs contributions à l'ACP

	Présence des séries				Contributions des séries au facteur			
	1988	1995	2002	2007	1988	1995	2002	2007
Profit (positif/négatif)	*	*	*	*	0.196	0.511	0.553	0.357
Privatisations (positif/négatif)	*	*	*	*	0.391	0.610	0.648	0.399
Nationalisations (positif/négatif)	*	*			-0.404	-0.255		
Socialisme (positif/négatif)	*				-0.462			
Grave de supprimer le droit de grève	*				-0.362			
Grave de supprimer les syndicats	*				-0.375			
État devrait contrôler plus les entreprises ou leur faire plus confiance	*			*	0.396			0.359
Priorité aux salaires ou à la compétitivité de l'économie		*		*		0.548		0.417
Solidarité (postif/négatif)			*				-0.170	
Il y a trop de fonctionnaires			*	*			0.493	0.395
Confiance dans les syndicats				*				-0.308
Il faut réduire l'écart entre les riches et les pauvres				*			-0.397	
Nombre total de questions	7	4	4	7				
Valeur propre/ % de variance du facteur					2.37/ 34 %	3.15/ 39 %	1.55/ 38 %	2.33/ 33 %

Rappelons que chacun des facteurs a été standardisé. Ils sont tous de moyenne 0 et une unité correspond à un écart type du facteur. L'intérêt de la méthode était principalement de disposer d'une estimation des variables latentes qui nous intéressent prenant la forme de variables continues et s'appuyant sur un nombre plus important de questions, celles-ci étant « autorisées » à plus ou moins peser sur les différents facteurs (à la différence des échelles d'attitude).

Même en desserrant la contrainte de sélection des questions d'enquête, on reste contraint par des questionnaires comportant un faible nombre d'indicateurs répétés dans le temps. C'est notamment le cas pour la dimension socio-économique en 1995 et 2002.

Le nombre de questions intégrées dans l'ACP a une incidence directe sur la distribution de l'échantillon sur les facteurs, comme on peut le constater sur les deux graphiques qui suivent. Le premier présente le pire cas empirique, celui du facteur socio-économique de 1995, et l'autre le meilleur cas empirique, celui du facteur culturel de 2002. Dans le 1er cas, seules 4 questions d'enquête sont à la base du facteur, contre 12 dans le deuxième cas. Il est évident que le plus est l'ami du bien, puisque la dispersion est plus forte dans le deuxième cas et tend à se rapprocher d'une distribution « normale » et des qualités statistiques qui en découlent. Cependant, on est ici contraint de « faire avec » des choix empiriques qui ont été arrêtés il y a plus de 15 ans. Surtout, d'une part, il y a suffisamment de variation et de dispersion au sein de l'échantillon pour que l'analyse ait du sens : les facteurs obtenus présentent ainsi tous les avantages des variables continues ; et, d'autre part, la relative stabilité des résultats

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21 © Presses de Sciences Po

dans le temps de nos analyses nous conforte dans la robustesse de notre démarche empirique : si la méthode avait été mauvaise, on aurait dû voir des variations erratiques dans le temps, tant dans les relations entre caractéristiques sociales et dimensions de valeur que dans les relations entre valeurs et votes. D'ailleurs, la stabilité des résultats pour les votes FN et Verts confirme la qualité de nos mesures (voir annexe 3).

Figure 6. Le facteur social de 1995 (pire cas)

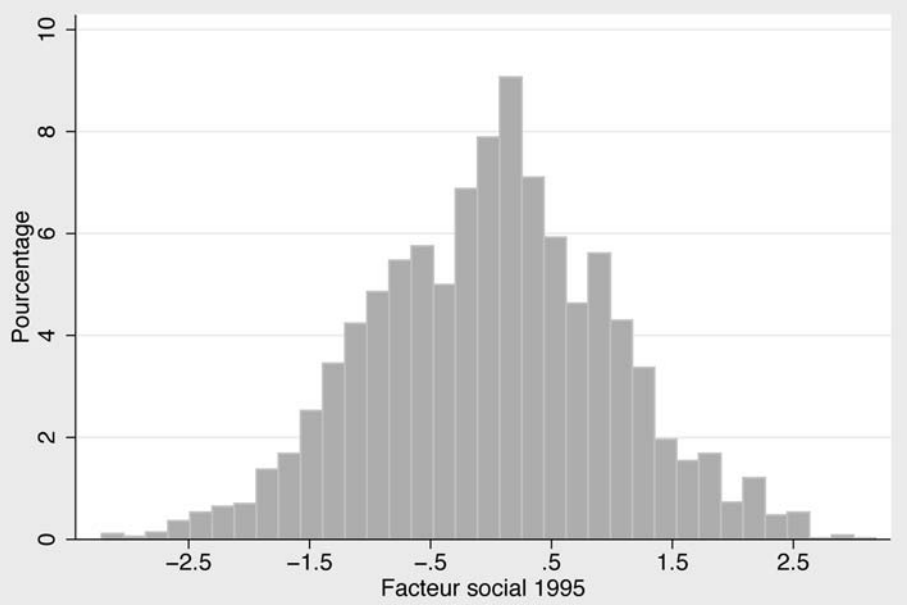
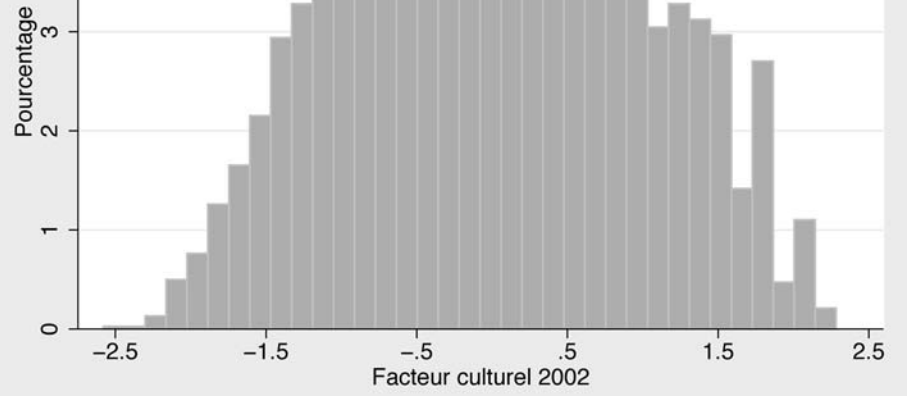


Figure 7. Le facteur culturel de 2002 (meilleur cas)



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21 © Presses de Sciences Po

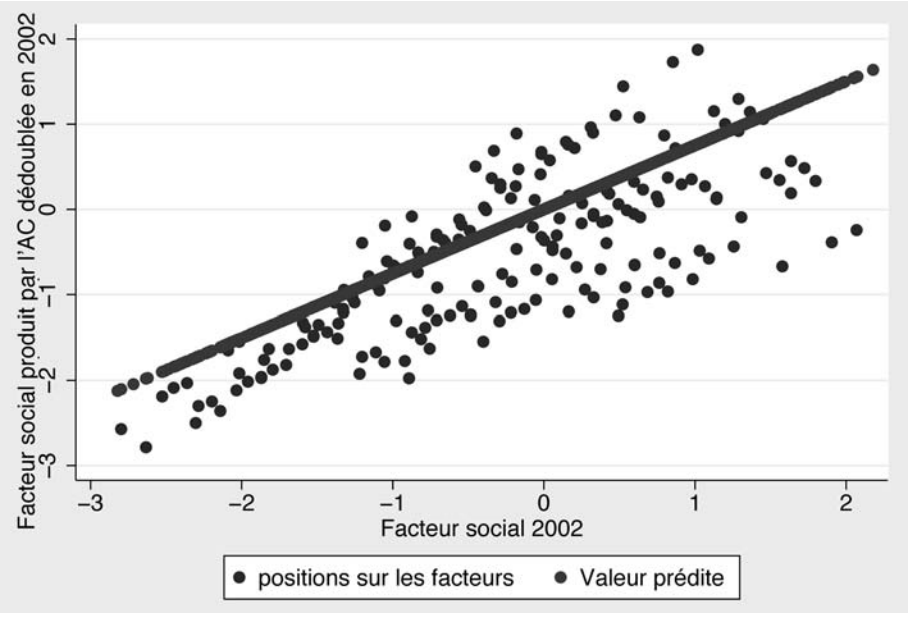
Tests *ex-post* de la qualité des facteurs

On peut toutefois se poser deux questions : d'abord, celle de la qualité des facteurs ainsi produits et surtout celle de leur comparabilité dans le temps. La première question a notamment été soulevée par l'un des évaluateurs d'une version antérieure du présent article. Celui-ci a suggéré de les recalculer en mobilisant deux autres techniques : l'analyse factorielle et l'analyse de correspondance dédoublée[1].

Tableau 5. corrélations entre les facteurs utilisés dans l'analyse et ceux produits selon deux autres méthodes

Facteur ACP Initial	Analyse factorielle	AC dédoublée
Social 1988	0.911	0.920
Culturel 1988	0.994	0.922
Social 1995	0.805	0.857
Culturel 1995	0.781	0.880
Social 2002	0.981	0.751
Culturel 2002	0.959	0.921
Social 2007	0.965	0.917
Culturel 2007	0.981	0.772

Figure 8. Lien entre deux types de facteur dans le pire cas



1. Une méthode particulièrement utile pour corriger les effets Guttman, qui consiste essentiellement à produire un double des variables d'intérêt et à les intégrer toutes dans une analyse des correspondances (pour une présentation particulièrement claire de la méthode, voir F. Chanvril, « L'analyse des correspondances… », cité).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21. © Presses de Sciences Po

Globalement, il est difficile de considérer les facteurs utilisés comme instables et donc trompeurs. Dans 10 cas sur 16, les corrélations entre les facteurs de l'ACP, de l'analyse factorielle ou de l'AC dédoublée dépassent la barre des 0.9, et dans 13 cas sur 16, elles sont supérieures à 0.8. Autrement dit, ces facteurs sont, dans la plupart des cas, redondants. En régression linéaire avec ce type de corrélation, le risque de multicolinéarité serait une certitude. Même dans le cas de l'association la plus faible (soit 0.751), on constate bien des déviations entre les deux facteurs mais il est difficile d'invalider la méthode de l'ACP pour mener l'analyse.

Demeure le problème de la comparaison dans le temps des deux types de facteurs. La standardisation permet de résoudre le problème de métriques différentes. Ainsi, un individu se situant au point -1 signifie qu'il se situe à un écart type de la moyenne de l'échantillon, quelles que soient les années d'enquête ou les dimensions analysées. Néanmoins, autant pour une enquête donnée la construction des facteurs socio-économique et culturel ne pose pas de problème spécifique, autant les facteurs mesurent-ils vraiment la même dimension latente dès lors qu'ils sont construits à partir d'enquêtes et de questions de sondage différentes ? Pour résoudre ce problème, nous avons décidé de contrôler pour chacun des facteurs ainsi construits son niveau de corrélation avec des questions récurrentes. Le cas le plus simple est celui du facteur culturel. Pour celui-ci, on dispose de l'échelle d'ethno-autoritarisme mentionnée précédemment. Les facteurs culturels construits pour les élections présidentielles de 1988, 1995, 2002, 2007 sont bien comparables et mesurent bien le même phénomène, la corrélation entre chacun d'eux et l'échelle évoluant entre +0,92 (en 1995) et +0,96 (en 2007). La comparaison est bien possible pour cette dimension normative. Quant au facteur socio-économique, la validation ne pouvait se faire que série par série, faute d'échelle d'attitude convenable et standardisée. Néanmoins, les corrélations entre les questions socio-économiques les plus fréquentes et les facteurs couvrant cette dimension donnent des résultats cohérents. Les corrélations évoluent entre +0,60 et +0,80 pour l'opinion sur les privatisations, entre +0,30 et +0,69 pour l'opinion sur le profit, entre +0,55 et +0,61 pour le contrôle par l'État des entreprises, ou entre +0,63 et à +0,68 pour l'arbitrage entre compétitivité des entreprises ou l'amélioration de la situation des salariés. Elles sont, comme attendu par la théorie statistique, moins fortes que pour la dimension culturelle mais elles n'invalident pas la comparaison dans le temps des facteurs socio-économiques. En résumé de cette discussion méthodologique, on peut donc conclure que cette méthode de construction empirique des deux dimensions est pertinente, tout au moins du point de vue des tests qu'on a pu mener.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21 © Presses de Sciences Po

Annexe 2. Coalitions sociales et valeurs

Dans le corps de l'article, les variables sociologiques étaient considérées comme explicatives des valeurs, impliquant donc que celles-ci sont affaire de profession, de rapport au religieu, de cohortes de naissance, de diplôme ou de genre. Il est également possible d'analyser le lien entre ces variables de manière plus descriptive en se penchant sur la manière dont les différents groupes sociaux se distinguent sur ces deux dimensions. La problématique n'est plus alors de savoir quelles caractéristiques sociologiques des électeurs pèsent sur leurs valeurs socio-économiques ou culturelles, mais d'analyser le placement de chaque groupe sur les différents facteurs et surtout leur positionnement relatif les uns par rapport aux autres.

Figure 9. Position moyenne par professions

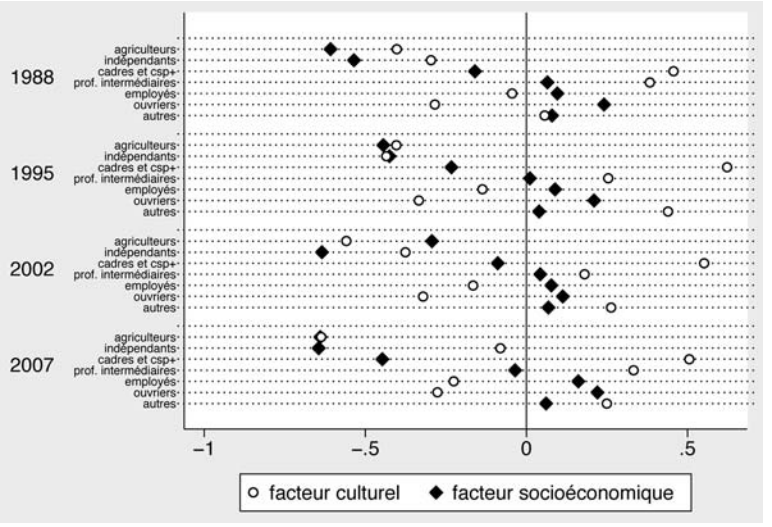
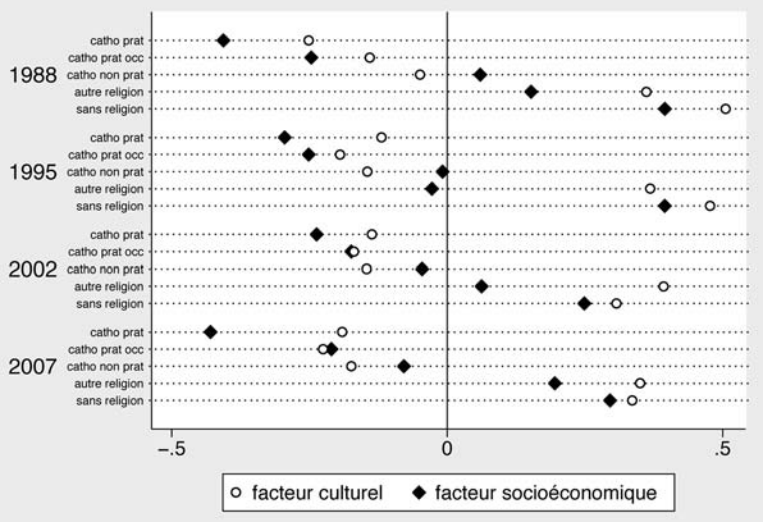


Figure 10. Position moyenne par position religieuse



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21. © Presses de Sciences Po

Figure 11. Position moyenne des cohortes

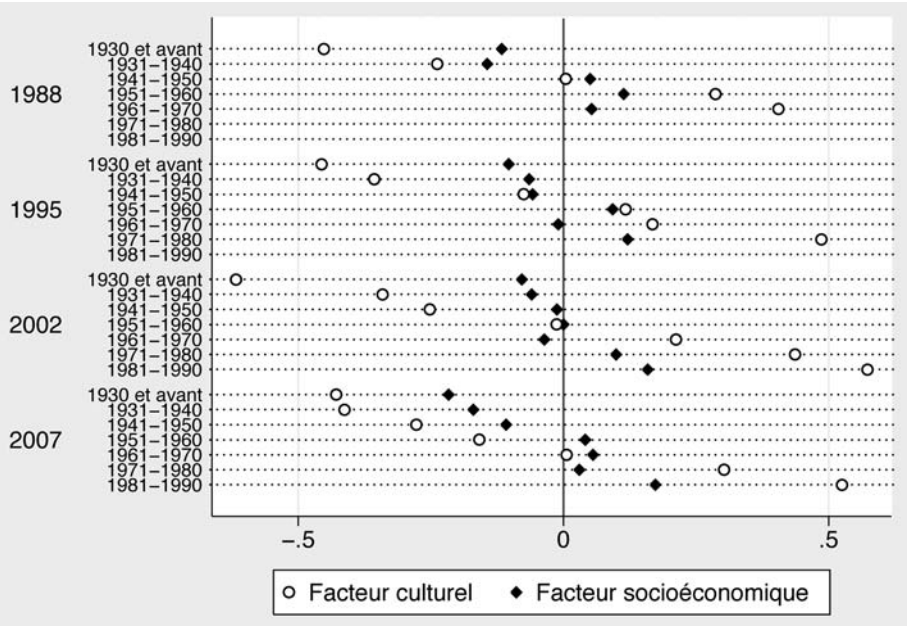
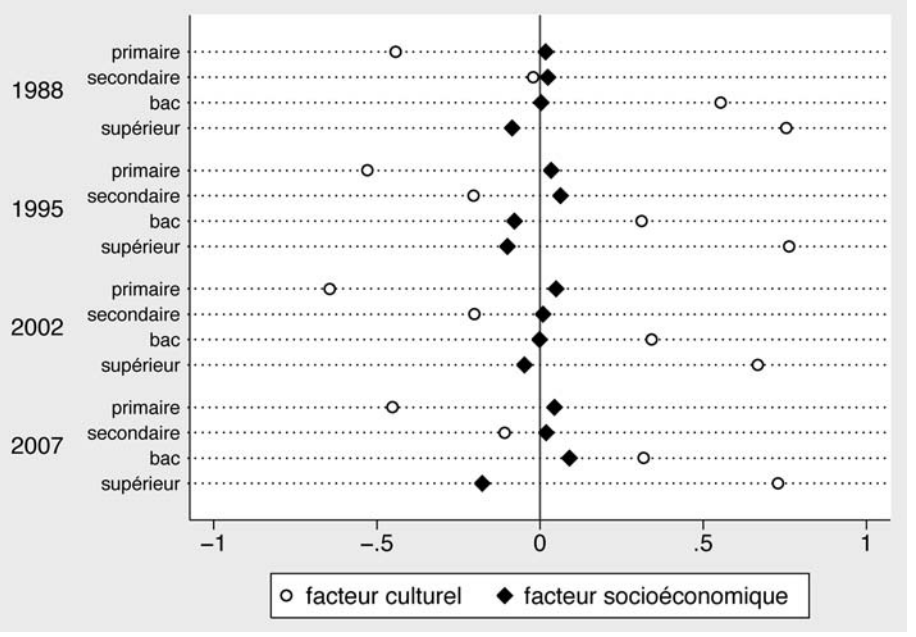


Figure 12. Position moyenne par niveau de diplôme



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21 © Presses de Sciences Po

Annexe 3. Résultats du modèle de 1er tour sur les votes FN et écologistes

Figure 13. Probabilités prédites de voter pour le FN

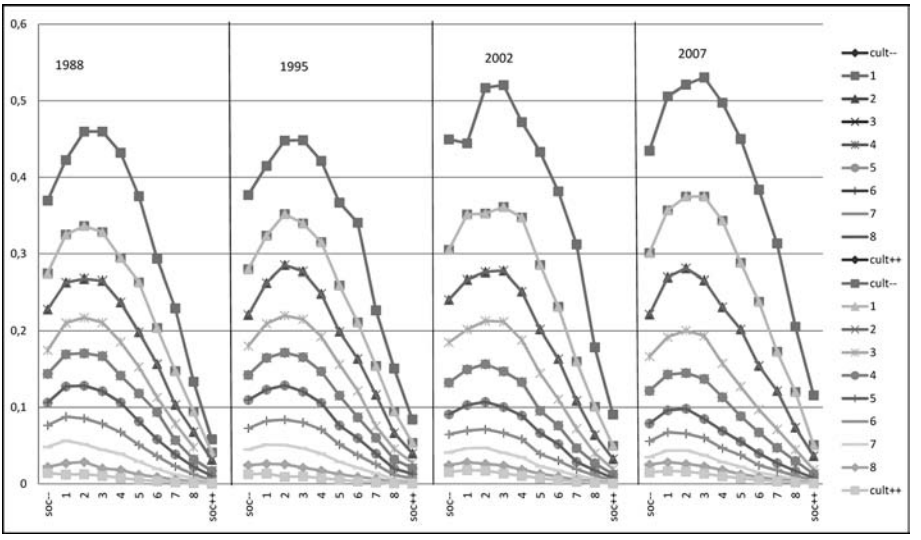
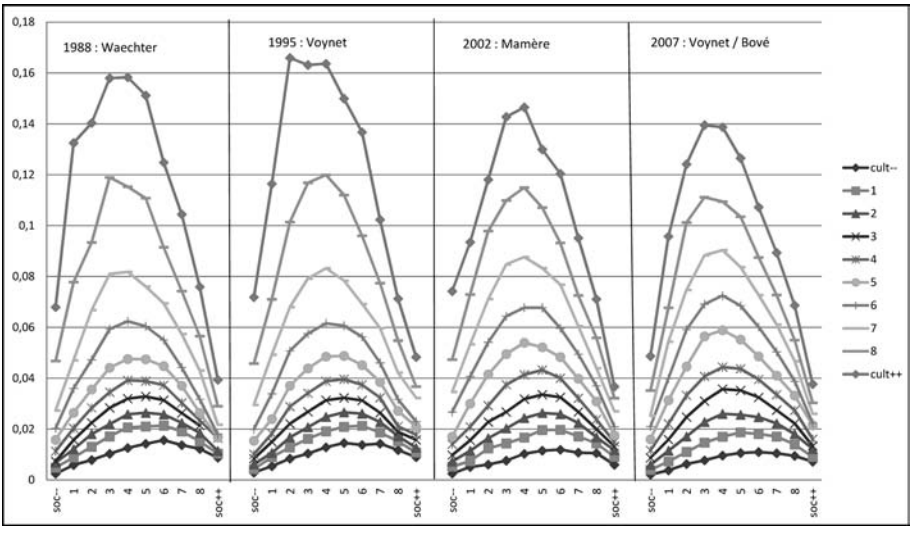


Figure 14. Probabilités prédites de voter pour les candidats écologistes



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.94 - 24/11/2014 11h21. © Presses de Sciences Po